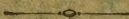


FACULTÉ DE DROIT DE PARIS



LE RÉGIME LÉGAL

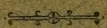
DU

LAC D'ANNECY

par EMILE LARRIEU



THÈSE POUR LE DOCTORAT



ANNECY

IMPRIMERIE HÉRISSON FRÈRES



1910

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

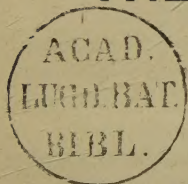
LE RÉGIME LÉGAL

DU

LAC D'ANNECY

par EMILE LARRIEU

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Président : M. CHAVEGRIN

Suffragants : MM. WAHL et JÈZE

Samedi, 28 Mai 1910, 1 heure 1/2

ANNECY

IMPRIMERIE HÉRISSON FRÈRES

1910



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Le Régime Légal du Lac d'Annecy

INTRODUCTION

Le lac d'Annecy, comme tous les lacs français, n'a pas de situation juridique spéciale.

En l'absence de textes particuliers il lui est appliqué, purement et simplement, le régime ordinaire des eaux organisé par le code civil et diverses lois dont la plus récente date du 8 avril 1898.

Ce système qui consacre l'assimilation complète du lac aux fleuves et rivières est-il logique?

Et, plus généralement, peut-on, en pratique, faire entrer dans le même cadre législatif les lacs et les eaux courantes?

Nous ne le croyons pas, car la nature très différente de ces deux espèces d'eaux s'y oppose...

Pour définir les lacs il est généralement dit qu'ils constituent un simple épanouissement du cours d'eau qui les traverse.

Cette définition paraît inspirée des vieilles coutumes qui, partout où il n'existait pas de droit de banalité, permettaient à chacun de construire, sur son héritage ou son cours d'eau, un moulin ou un étang (1).

Les étangs, au moyen-âge, fournissaient aux populations le poisson nécessaire à l'observance des jours maigres et la chute d'eau nécessaire au fonctionnement des moulins. Ils étaient, dit Championnière (2), établis au moyen d'un barrage qui retenait les eaux d'une rivière ou d'un ruisseau et formaient ainsi des réservoirs plus ou moins étendus.

A cet épanouissement des cours d'eau élargis *artificiellement* était appliquée la législation du cours d'eau lui-même. D'après les coutumes, l'usage de l'étang, comme celui de la rivière, n'avait de bornes que celles de la propriété.

(1) Coutume de Montargis, chap. 6, art. 2.

— Berry, tit. 16, art. 2 et 3.

— Béarn, 1.

— Nivernais, chap. IV, art. 4.

(2) De la propriété des eaux courantes, 1846.

De là à conclure qu'un lac est *toujours artificiellement ou naturellement* l'épanouissement d'un cours d'eau, il n'y avait qu'un pas.

Cette définition peut donc — vraisemblablement — expliquer historiquement l'application aux lacs du régime des cours d'eau dont ils forment une partie.

Proudhon (1) reproduisant la formule romaine : « *Lacus est quod perpetuam habet aquam* » (2), définit ainsi les lacs : « Ce sont de grands et profonds réservoirs créés par la nature et qui, étant alimentés par des sources ou par quelques courants, conservent perpétuellement leur masse d'eau. »

Cette définition s'applique exactement au lac d'Annecy.

Entouré de hautes montagnes, ce lac d'une superficie évaluée à 2.700 hectares et dont la profondeur moyenne atteint 60 mètres, constitue un réservoir d'environ 1.123 millions de mètres cubes alimenté par les eaux pluviales, quelques sources sous-lacustres et des torrents superficiels qui drainent un bassin fermé, à peine dix fois plus grand que le lac lui-même.

Le renouvellement de l'eau s'y produit très lentement à cause de sa masse considérable par rapport à ses éléments d'alimentation et au débit de ses émissaires qui est nécessairement égal, sauf la perte due à l'évaporation, aux infiltrations et aux écoulements sous-lacustres.

D'après les observations des Ingénieurs, le débit de ses émissaires étant de 340 millions de mètres cubes par an, le séjour, dans le lac, des diverses eaux qui y arrivent est de 3 ans 113 jours (3).

Au Léman, malgré l'énorme apport du Rhône qui paraît contribuer à lui seul pour 72 0/0 à l'alimentation du lac, la durée du séjour des eaux, calculée par les ingénieurs, atteint 11 années, 73 jours.

La stagnation des eaux lacustres n'est donc pas contestable et le régime des lacs n'a, sous ce rapport, rien de commun avec celui des cours d'eau pérennes.

Leur assimilation est cependant consacrée par l'usage et la jurisprudence.

« C'est improprement, dit Dalloz (4), qu'on donne le nom de lac à ces grands amas d'eau qui, comme le Léman, sont traversés par un fleuve ou une rivière: leur régime est le même que celui adopté pour le fleuve et la rivière. »

M. Picard (5) estime que les lacs navigables « sans que les cours d'eau qui les traversent le soient » sont sous le régime des fleuves et rivières navigables ».

Les lacs alimentés par un cours d'eau unique peuvent bien, suivant la définition ordinaire, constituer l'épanouissement de ce cours d'eau, mais est-ce démontré?

(1) Traité du domaine public, chap. XXIV, § 1^{er}, n° 1565.

(2) L. I., § 3 ff., ut in flumine publico, lib. 43, tit. 14.

(3) Note de l'Ingénieur ordinaire Sadi Carnot, du 25 septembre 1867, sur le régime du lac d'Annecy, *Revue Savoisiennne*, année 1867, page 111.

(4) Répertoire V^o, Eaux, n° 275.

(5) Traité des eaux, tome IV, n° 198.

Quand ils reçoivent plusieurs rivières à régime légal différent, laquelle d'entre elles est épanouie? Supposons un lac alimenté à la fois par une rivière navigable de faible importance et par un torrent à débit considérable mais non navigable ni flottable — lequel des deux devra-t-on considérer comme épanoui? Suivant le choix, le lac aura ou n'aura pas légalement la qualité de navigable, ce qui pourra être contraire à la réalité.

Que dire des lacs qui, d'après Demolombe, ne « sont qu'une vaste étendue d'eau provenant de sources, d'infiltrations ou de pluies réunies dans un terrain creux et qui n'est pas susceptible d'être desséchée ? »

Dans un rapport du 12 février 1869 sur le halage (1), les Ingénieurs ont fait valoir en faveur de l'assimilation des lacs aux fleuves que la navigation, la navigabilité, la pêche, y étaient soumises aux règlements relatifs aux fleuves et rivières.

L'argument ne prouve pas que ce soit là la meilleure des solutions.

La navigation lacustre s'accommode, dit-on, de la plupart des règles de la navigation fluviale. Est-ce une raison pour généraliser et en déduire que toutes les questions touchant les lacs peuvent et doivent être résolues comme celles des eaux courantes?

Ne serait-il pas quelquefois utile de mettre certaines règles de navigation en harmonie avec la nature des lacs, au point de vue de la surveillance par exemple qui, sur ces derniers, doit s'appliquer à de plus vastes étendues en largeur que sur les cours d'eau ordinaires?

Quant à la navigabilité, elle est bien basée sur une assimilation des lacs aux fleuves, mais seulement au point de vue domanial.

Le troisième argument relatif à la pêche n'est pas plus concluant, car l'amodiation est une application pure et simple du principe que le droit de pêche appartient à celui qui a la jouissance des eaux : droit qui est compris dans les avantages de cette jouissance.

D'après le rapporteur de la loi sur le régime des eaux, du 8 avril 1898 (2), la condition juridique des lacs ne pouvait être différente de celle des rivières qui les alimentent ou y prennent naissance et dont ils ne sont que l'épanouissement.

Si cette théorie était rigoureusement appliquée, il arriverait que des lacs, susceptibles, par leur superficie et leur profondeur, d'entrer dans la catégorie des eaux navigables, ne le fussent pas plus que les torrents qui s'y jettent ou en sortent.

Tels seraient notamment les lacs de Genève, d'Annecy et du Bourget.

Le Rhône n'est navigable ni à son entrée ni à sa sortie du Léman ; le Thiou et le Vassé, émissaires du lac d'Annecy, ne le sont pas en fait, comme du reste ses affluents. Néanmoins ces lacs sont navigables.

Il est vrai que, d'après certains auteurs, ils devraient être considérés comme des sections de fleuves soumises au même régime

(1) Voir page 58.

(2) Voir page 17.

que les autres sections, sauf cependant, dit M. Picard, « le Léman, épanouissement remarquable du Rhône, qui a été admis au régime spécial des fleuves navigables ».

Enfin le législateur lui-même n'a pas pu toujours se borner à une simple assimilation ; il a dû créer un régime particulier dans l'article 558 du Code civil et enlever aux riverains des lacs le droit d'alluvion reconnu aux voisins des cours d'eau (1).

A tous ces faits, qui découlent de la nature même des lacs, s'ajoutent deux avis du Conseil d'Etat, des 15 décembre 1868 et 7 juin 1870, qui refusent à l'Etat le droit d'établir aux bords des lacs la servitude de halage qui existe le long des fleuves et rivières navigables (2).

Entre les lacs et les eaux courantes il existe donc des différences telles qu'il est impossible de considérer un lac navigable comme placé, ipso facto, sous le régime des eaux organisé par la loi du 8 avril 1898.

L'étude des diverses questions qui se rattachent au lac d'Annecy sous les différentes législations qui se sont succédé en Savoie (3) nous montrera combien est contestable la solution admise par le législateur quand, sans tenir compte des conditions physiques, particulières des lacs, il a assimilé leurs eaux à celles des fleuves et rivières.

(1) Voir page 26.

(2) Voir pages 57 et 59.

(3) L'histoire du lac d'Annecy, comme celle de la Savoie, peut se diviser en 4 périodes :

1 ^o Période antérieure à 1792	}	Régime Sarde.
2 ^o 1815 à 1860		
3 ^o 1792 à 1815	}	Régime Français.
4 ^o 1860 à nos jours		

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Domanialité du Lac d'Annecy

Les grands lacs, dit Proudhon (1) « sont communément placés dans le domaine public du pays de leur situation : possunt autem etiam hæc esse publica ».

Sous le régime sarde, toutes les eaux, sans distinction, appartenaient au domaine royal, en vertu, successivement, de l'Edit du 16 décembre 1678 (2), des royales constitutions du 11 juillet 1729 (3), confirmées par celles du 7 avril 1770 et du Code civil Albertin, du 21 juin 1837, art. 420, 425 et 2362. Dans le même sens divers arrêts du Sénat de Savoie (4).

La question s'est posée de savoir si c'était l'Edit de 1678 ou les royales constitutions de 1729 qui avaient compris les fleuves et torrents parmi les biens du domaine royal (5).

« La Cour de Chambéry paraît avoir résolu implicitement la question en faveur de l'Edit de 1678, mais seulement au point de vue de la répression des entreprises particulières sur le cours d'eau et non pas au point de vue de la domanialité, proclamée pour la première fois dans les royales constitutions de 1729.

« En dehors des cas où il s'agit de réprimer une tentative quelconque — endiguement, dérivation, établissement d'ouvrage — il semble donc que l'imprescriptibilité des cours d'eau de Savoie doit être réputée ne remonter qu'à 1729. »

(1) Traité du domaine public, chap. XXIV. L. I., § 6 ff., ut in flumine publico, lib. 43, tit. 14.

(2) Edit Sarde du 16 décembre 1678. Nous défendons à toutes les communes, à tout vassal, officier et sujet de quelque qualité que ce soit, même privilégié, de faire aucune dérivation dans les fleuves et torrents pour introduire les eaux sur leur fonds, comme aussi d'établir des barrages dans les fleuves pour moulins et autres artifices sur eaux, pêche ou tout autre cause, à moins que ces dérivations ou barrages ne soient établis par ceux qui en ont ou en auront la concession.....

(3) Royales constitutions du 11 juillet 1729 — et 1770, liv. VI, tit. VII, § 1^{er}, tome II : Leggi e costituzioni di sua maestà : Déclarons être royaux tous les fleuves et torrents de nos Etats et, en conséquence, appartenir à notre domaine.

(4) Arrêts du 28 juin 1849 et 13 mai 1852.

(5) Béquet, domaine n° 583, page 144.

En France, antérieurement à l'époque de la première annexion de la Savoie (1792) la loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790, après l'ordonnance royale du 13 août 1669, avait proclamé domaniaux les fleuves et rivières navigables.

Le lac d'Annecy, devenu Français en 1792, devait-il entrer — ipso facto — dans le domaine public ?

La réponse affirmative n'est pas douteuse.

Qu'y a-t-il, en effet, de public, dans les conditions légales des eaux navigables ?

Ce n'est pas le droit de pêche, qui est affermé par l'Etat ; ni celui d'établir des usines et des prises d'eau, d'extraire des vases, graviers, herbes, sables, etc., qu'on exerce seulement en vertu de concessions ou d'autorisations administratives accordées, à titre onéreux, au profit de l'Etat... Ce qui est public, c'est l'usage du cours d'eau résidant dans la navigation, ou plutôt dans le droit ou la faculté de naviguer : droit ou faculté qui appartient à tous et ne saurait être interdit à personne, l'administration n'intervenant que pour en régler l'exercice dans l'intérêt général.

Les rivières, a dit Pascal, sont des chemins qui marchent ; les rivières publiques sont aussi des chemins publics : le droit de passage s'y exerce par la navigation.

Le Code civil a établi que les rivières propres au transport devaient être rangées dans le domaine public. Le Conseil d'Etat, dans un avis du 27-30 pluviôse an XII, l'a, de son côté, nettement affirmé.

La destination au service public de la navigation est donc le « *Criterium* » qui permet de distinguer les eaux publiques des eaux privées.

Or la navigation était possible sur le lac d'Annecy et même, sans être très brillante, existait bien avant l'époque de l'annexion (1). La preuve se trouve dans les faits suivants :

« A. — Un peu après, on passe devant un chétif hameau qui, malgré sa triste apparence, a marqué dans les annales de l'armée espagnole. En 1742, les troupes du roi Philippe V, avant d'arriver à Annecy, s'emparèrent de Bredannaz (c'est le nom du hameau), défendu par quelque soldats, et 15 jours après on chantait un *Te Deum* à Madrid ; *risum teneatis amici !* pour célébrer la prise du port de Bredannaz, qui ne peut contenir que 2 ou 3 bateaux pêcheurs. » (2)

B. — Passages relatifs à la navigation sur le lac d'Annecy et sur le Thiou

F° 25, r°) Anno domini millesimo quatercentesimo octuagesimo nono, et die tercia mensis Jugni...

(1) Divers autres documents des Archives municipales d'Annecy ne laissent pas de doutes à cet égard, notamment dans une lettre du 13 messidor, an II, le citoyen Démaison, de Talloires, écrivait au citoyen Bounod, agent national du district d'Annecy, qu'il ne pouvait plus continuer à prêter son second bateau pour le service public, parce qu'il lui était nécessaire pour le transport de ses récoltes.....

(2) Annecy et ses environs, par Jules Philippe, 4^e édition, s. d., vol in-12°, page 109.

... Prefati Sindici Annessiaci (Johannes de Furno et Johannes Croysonis) prefatis personis [les conseillers] in simul, ut prefertur, congregatis, exposuerunt quod officarii Dugnii, tam pro illustri domino nostro Gebennensi Comite, quam domino Castri veteris Dugnii, nituntur exigere a villa Annessiaca, et burgensibus et habitatoribus ipsius ville « navatagium », ad causam conductionis nemoris, feni, palearum, calcis, et aliorum utensilium ipsius ville Annessiaca, ultra solitum, ipsam villam de ipso « navatagio » et aliis impositionibus de novo onerando et gravando, in gravem jacturam ipsius ville, contraque, bonos mores, ususque, pro tanti temporis spacium diutius observatos, quod hominis memoria, ut fertur, non extat in contrarium, tam medio Michaelis Vicini, quam aliorum ascensatariorum, et naves Dugnii supra lacum tenencium et conducendum, « navatagium » petendo et ad ipsum habendum et recuperandum navatagium instando. Insuper, factus extitit grandis sermo inter quos supra, dicentes quod villa non debet tollerare quod sic gravetur, et a possessione non solvendi separetur. Ob quod fuit ordinatum quod sindici inde debeant et habeant providere, et debitam supplicationem, cum valida provisione facere. Et sic ipsis sindicis preceptum extitit.

Mesures prises à l'occasion de la peste qui sévit à Genève, pour empêcher les étrangers venant à la fête des Pardons du Saint-Sépulcre d'Annecy d'entrer dans la ville.

F° 90, r°) Anno domini M° CCCC° nonagesimo, et die XIV Julii...

F° 90, v°) Scilicet quod sindici advisent et descender adversant custodes portarum quod repellant venientes de locis non sanis... Et quod illi qui non videbuntur intrandi..., vadant, si voluerint per Crans, aut planchias Cheveni. Et alii, a Pascuis porte Tegularie Mosserii per supra Tecium in navibus tendendo per Golliardi ad portam Perrerie eundo ad ipsam ecclesiam Sancti Sepulcri, per retro castrum Annessiacum...

F° 91, v°) Item navaterii conducentes gentes a Pascuis Mosseriorum ad Perreriam, retro Castrum, nichil a talibus exigent, sed aliunde ipsis fiat satisfactio.

Mesures prises à l'occasion de passages d'hommes d'armes et de bruits de guerre entre le comte de La Chambre et le comte de Bresse, Philippe de Savoie.

F° 195, v°) Anno Domini M° CCCC° nonagesimo primo, et die vicesima mensis Augusti...

F° 196, v°) Item, Sindici procurent habere naves locorum Arbigniaci, Veyriaci, et aliorum locorum, que poterint haberi, et infra villam Annessiacam tute preservande reponantur.

F° 197, v°) Item fuit arrestatum quod illustris dominus noster Comes sollicitetur quod mandare dignetur et velit Talluerias, Du-

gnium, et ad alia loca circa lacum Annessiacum, pro navibus tute reponendis, secundum quod ipsi domino nostro placuerit (1).

Le lac devait donc être compris dans le domaine public.

Il le fut officiellement par un arrêté du gouvernement du 11 brumaire an XII, assimilant les lacs de Genève, d'Annecy et du Bourget aux fleuves et rivières navigables dépendant du domaine public, en vertu de la loi précitée du 22 novembre-1^{er} décembre 1790.

Entré de nouveau dans le domaine royal sarde conformément aux dispositions de l'Edit du 18 octobre 1814, qui « remettait en vigueur les constitutions de 1770 et les autres dispositions émanées du gouvernement jusqu'au 21 septembre 1792 », le lac d'Annecy fut compris définitivement dans le domaine public français en vertu de l'article 538 du Code civil, de la loi du 15 avril 1829 et du décret du 14 janvier 1865, déclarant navigables et flottables les cours d'eau et les lacs de Savoie.

SECTION II.

A chacun des divers usages auxquels doit satisfaire le domaine public correspond une catégorie distincte de dépendances de ce domaine. Examinons dans quelle catégorie il convient de ranger le lac d'Annecy.

A — Au point de vue de la législation Sarde

« L'Edit du duc Louis (Genève, 22 avril 1445) avait déclaré le domaine de la couronne inaliénable. Amédée VIII défendit, par missive du 3 septembre 1449, à la Royale Chambre, d'admettre aucune aliénation du patrimoine sans un ordre formel. L'Edit du 25 avril 1490, de Blanche de Montferrat, portait inhibition aux présidents et maîtres de la Chambre de consentir aucune aliénation sous peine de privation de leurs charges. » (2)

Avec les royales constitutions de 1729 et de 1770, livre VI, titre II, l'inaliénabilité des biens de la couronne devint une règle définitive.

Le Code civil sarde admit à son tour ce principe dans son article 425 en déclarant : « Par une loi fondamentale de la couronne, les biens et droits régaliens et domaniaux sont inaliénables : toute concession ou aliénation de ces biens et droits, à quelque titre qu'elle soit faite, onéreux ou gratuit, sera nulle de plein droit, notwithstanding toutes les dérogations qui y seraient insérées. »

Le domaine royal était donc inaliénable et imprescriptible. Cependant, à l'imitation des constitutions de 1770, liv. VI, tit. II, n° 9, l'article 427 du Code sarde exceptait de la prohibition prévue par l'article 425 les aliénations consenties en cas « d'urgente nécessité » ou « d'utilité évidente » pour l'Etat.

(1) Extraits du tome II des registres des ordonnances de la ville d'Annecy. (Renseignement fourni par M. Letonnelier, Archiviste départemental de la Haute-Savoie.)

(2) Cot, dictionnaire de la législation Sarde. Domaine, page 624.

Mais dans ces aliénations ainsi justifiées, le rachat perpétuel était toujours « censé réservé » au patrimoine royal, même après un temps immémorial — sauf lorsqu'il s'agissait de maisons, de bâtiments ou de biens ruraux. Dans ce cas le domaine pouvait renoncer au rachat. A défaut de renonciation expresse, le terme du rachat était limité à 30 ans.

D'après l'article 429, les aliénations ou concessions consenties en vertu de l'article 427 devaient être, à peine de nullité, entérinées à la Chambre des comptes dans les trois mois de la date des lettres-patentes.

En outre des biens énumérés aux articles 420 et 425 du Code sarde, le domaine royal comprenait les biens que les administrations « se faisaient adjuger en paiement des impôts ou des créances, ceux qui n'étant pas destinés à faire partie du domaine étaient parvenus de tout autre manière aux finances de l'Etat, les concessions pour dérivations d'eaux domaniales. »

L'article 431 déclarait les articles 425 et 429 inapplicables à ces biens dont l'aliénation était soumise à des règles particulières.

D'après une loi du 23 mars 1853, article 13, les aliénations des immeubles de l'Etat (1) devaient être autorisées par une *loi spéciale* : celles prévues par l'article 431 pouvaient être autorisées par *décret royal*, le conseil d'Etat entendu.

Il paraît évident que le lac d'Annecy n'appartenait à aucune des espèces de biens dont il s'agit dans l'article 431, puisque de tout temps il a fait partie du domaine royal sarde. Il semble donc qu'il participait de la nature des biens que l'article 427 permettait d'aliéner dans certains cas donnés avec des formes déterminées et sous la condition de rachat perpétuel.

Cependant le gouvernement sarde en a jugé autrement. Examinant la chose au point de vue de sa commodité plutôt qu'au point de vue de la légalité, il a considéré, dans le préambule d'un décret royal du 5 septembre 1858, que certaines parcelles de terrain que des riverains avaient usurpées sur le lac d'Annecy ou qu'ils demandaient à acquérir ne « devaient pas à raison de leur nature et provenance faire partie du domaine de l'Etat. »

Ce décret royal dit :

« Vu la loi du 23 mars 1853, ainsi que le règlement annexé au décret royal du 30 octobre de la même année;

« Vu l'avis du conseil d'Etat du 26 août 1858;

« Considérant que cette aliénation est utile aux finances et n'est point préjudiciable à l'intérêt public, ni aux droits des tiers;

« Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Article 1^{er}. — Les Finances de l'Etat sont autorisées à aliéner les biens domaniaux de la valeur totale de 122.706 livres 14 centimes désignés dans le tableau annexé au présent décret et visé par le ministre des finances susdit;

(1) L'art. 55 du règlement général pour l'exécution de cette loi définit ainsi les immeubles de l'Etat : « Sous cette dénomination est comprise toute propriété, même improductive, mais par sa nature immeuble, appartenant au domaine public ou au domaine de l'Etat. »

« Article 2. — L'aliénation de ces biens aura lieu avec la renonciation à la faculté de rachat prévue par l'article 427 du Code Civil...

Ce décret qui est suivi du tableau des biens à aliéner au nombre desquels se trouvaient des parcelles de terrain sur le bord du lac, contient une contradiction. D'une part il déclare ces biens aliénables par simple décret, comme ceux de l'article 431, et d'autre part, en prescrivant la renonciation au rachat perpétuel, il les range dans la catégorie des biens dont l'aliénation exige une loi (article 427).

Quoi qu'il en soit, de l'opinion émise en 1858 par l'autorité royale sur les aliénations de parcelles domaniales du lac, il paraît conforme à l'esprit des textes de comprendre le lac d'Annecy dans la catégorie des biens visés aux articles 425 et 427 du Code civil.

Le Conseil d'Etat avait eu lui-même cette opinion, puisqu'en 1853 il estimait que des terrains, demandés par un particulier désireux de remblayer le lac au droit de sa propriété, ne « pouvaient être classés dans la catégorie de ceux qui ne sont point destinés à faire partie du domaine parce qu'ils confinent la nature du lac, qui est inaliénable ; leur cession devait être approuvée par le Parlement. »

L'administration sarde se proposait à ce sujet de présenter un projet de loi pour autoriser le gouvernement à aliéner des parcelles de lacs, fleuves et rivières de l'Etat ; « ce qui donnerait l'occasion de faire rentrer aux finances la valeur de beaucoup de terrains empiétés ». (1)

Le projet d'aliénation de terrains domaniaux du lac fut réalisé conformément aux dispositions du décret sus-mentionné du 5. septembre 1858.

B. — En ce qui concerne la législation française, le lac d'Annecy a reçu la domanialité publique en raison de la circulation qui s'y exerce et parce que, comme pour le domaine fluvial, la domanialité publique est une conséquence de la fonction de l'Etat, qui doit protéger et favoriser les relations et les échanges.

Le lac d'Annecy figure dans la catégorie du domaine naturel et la portion du territoire national non susceptible de propriété privée objet de l'article 538 du Code civil.

(1) Lettre ministérielle des finances, du 9 août 1853, aff. Ruphy, archives départementales de la Haute-Savoie.

CHAPITRE II

Délimitation

Le caractère domanial des eaux publiques étant reconnu, il reste à déterminer les points précis où commence et finit le domaine public.

Cette détermination a lieu par la délimitation, acte administratif purement conservatoire, essentiellement transitoire et soumis à l'influence des causes naturelles qui modifient constamment les rives des cours d'eau.

A l'inverse du bornage, qui fixe les marques définitives de la limite commune de deux propriétés contiguës, la délimitation ne tranche pas une question de propriété entre l'Etat et les riverains.

Les eaux courantes peuvent, en effet, exercer une action destructive sur leurs rives. Par ce fait une portion du territoire riverain est incorporée au domaine public, sans que le propriétaire puisse se plaindre, comme l'explique l'article 557 du Code civil. Inversement les eaux, en s'éloignant d'une rive, après y avoir accumulé des dépôts alluvionnaires, augmentent la propriété riveraine. Dans ces deux hypothèses la ligne de délimitation se trouve déplacée, à l'avantage du domaine dans le premier cas, du riverain dans le second.

Cette instabilité de la délimitation des eaux courantes existe-t-elle à l'égard des eaux des lacs ?

Les caractères particuliers de ces eaux et le Code civil permettent de résoudre cette question.

Les eaux des lacs sont stagnantes (1). A défaut de courant sensible, elles ne causent jamais de préjudice à leurs riverains, comme les cours d'eau, qui diminuent souvent et suppriment quelquefois les propriétés qui les bordent. Les vagues soulevées par le vent n'ont jamais, à la connaissance des ingénieurs que nous avons consultés sur ce point, produit d'éboulements des rives capables de donner lieu à des empiétements sérieux des eaux et par suite du domaine public sur les propriétés riveraines (2).

La limite du domaine public « lacustre » ne varie donc pas en raison de la diminution, par avulsion, des héritages voisins. Il en est de même dans le cas de dépôts formés sur les rives, en supposant qu'ils soient possibles.

(1) Voir page 4.

(2) Renseignement fourni par M. Millet, ingénieur à Annecy.

Proudhon (1) dit au sujet des grands lacs domaniaux : « La loi n'établissant le droit d'alluvion qu'à l'égard des rivières (article 556) qui n'ont jamais d'absolue fixité dans leur lit, il faut en tirer cette conséquence que les « lacs », ayant au contraire, par la nature du sol, une position fixe et déterminée, *doivent conserver toujours leurs limites*, sans que le droit d'alluvion puisse avoir lieu sur leurs bords durant les saisons où il y a accroissement et décroissement dans leurs eaux. » « *Lacus cum aut crescerent, aut decrescerent, nunquam neque accessionem, neque decessionem in eos vicinis facere licet.* »

(L. 24 § 3 ff. de aqua et aquæ pluvi. arcend. lib. 39, tit. 3.)

De plus, l'article 558 du Code civil, à l'imitation du droit romain et de l'ancien droit français, enlève explicitement aux riverains des lacs le droit d'alluvion.

L'invariabilité du domaine public constitué par les lacs entraîne par conséquent la fixité de ses limites.

On pourrait être tenté d'en conclure que, contrairement à ce qui se passe à l'égard de la délimitation des eaux courantes, la délimitation des lacs doit constituer un vrai bornage dont les opérations définitives règlent une question de propriété et peuvent, par suite, appartenir à l'autorité judiciaire. Il n'en est rien, car le caractère de fixité de ce domaine ne peut dispenser l'autorité préfectorale de ses devoirs de conservation des propriétés publiques. La délimitation appartient au Préfet; mais comme pour les autres catégories du domaine, il ne peut y incorporer des biens ne lui appartenant pas naturellement et rigoureusement ou faisant partie de propriétés privées. Oublier cette règle essentielle serait commettre un excès de pouvoirs dont le Conseil d'Etat ne manquerait pas de faire justice.

Si l'administration reconnaît la nécessité d'englober dans le domaine lacustre des propriétés particulières, elle devra recourir aux formalités d'expropriation de la loi du 3 mai 1841 (2).

En ce qui concerne le lac d'Annecy, les opérations de délimitation sont très simples depuis 1876. Il suffit de déterminer la ligne des points ayant la cote 447^m075 arrêtée par le règlement du 4 décembre 1876 qui fixe le niveau légal des eaux du lac (3).

Le domaine public « lacustre » est compris à l'intérieur de cette ligne.

Ce mode de procéder est employé lorsqu'il n'y a pas de contestation de la part des riverains (4).

En cas de désaccord, l'administration revient à l'ancien système basé sur les limites du lac, déterminées, conformément à la législation sarde, par la mappe cadastrale de 1730, qui est seule admise auprès des tribunaux pour trancher les questions d'abornement et qui forme même présomption de propriété en l'absence d'un titre ou d'une prescription.

(1) Traité du domaine public, chap. XXIV, § 1556.

(2) C. d'Etat, 3 décembre 1863, 29 juin 1877. Cass., 18 juin 1866.

(3) Voir page 69.

(4) Renseignements fournis par M. Millet, ingénieur à Annecy.

Aucune délimitation générale du lac n'a été faite, ni sous le régime sarde, ni depuis la réunion de la Savoie à la France. Cette mesure serait cependant très utile pour arrêter les empiétements constants des riverains et remédier à des situations irrégulières que nous signalerons au chapitre des concessions (1).

Depuis l'Annexion, il a été procédé à la détermination des limites du domaine par des alignements individuels qui ont fait découvrir de nombreux empiétements sur le lac (2). L'administration a, en effet, remarqué que la mappe de 1730 ne coïncide avec la ligne des eaux que lorsque la grève est dépourvue de murs de clôture. Au contraire, dans toutes les propriétés bordées d'ouvrages de défense, la ligne de la mappe s'arrête, sauf de rares exceptions, plus ou moins en arrière dans les terres (3).

C'est la preuve incontestable que les riverains désireux d'assainir la rive ou de fermer leur propriété ont toujours eu soin de remblayer au-delà de la limite de leurs terres qu'ils agrandissaient ainsi au détriment du domaine public...

A leur sortie du Léman, les eaux du Rhône sont arrêtées par des barrages établis à Genève à la hauteur fixe de 373^m10 qui détermine le niveau légal du lac. Ce que nous venons de dire de la délimitation du lac d'Annecy s'applique également au lac de Genève où la mappe de 1730 et la ligne des points à la cote 373^m10 au-dessus du niveau de la mer servent de bases fixes aux agents chargés de piqueter sur le terrain les alignements demandés par les riverains.

On voit que la règle du « *plenissimum flumen* » employée pour les délimitations des cours d'eau n'est pas usitée pour ces deux lacs. Nous verrons qu'elle ne leur est pas applicable.

La situation du lac du Bourget est différente. Ses eaux ne sont retenues par aucun ouvrage et subissent directement l'influence du Rhône.

La délimitation par une ligne de points déterminés comme aux abords des lacs Léman et d'Annecy, ne nous a pas paru dès lors possible.

Les renseignements fournis à cet égard par le service de la navigation du lac du Bourget ont confirmé cette opinion (4).

Aucun acte officiel n'a, en effet, réglé le niveau des plus hautes eaux du Bourget. D'après les observations quotidiennes du service des Ponts et Chaussées, depuis 1860, les eaux ont pendant cette période de 50 années, atteint l'altitude 233^m90 aux plus hautes eaux et 230^m90 aux plus basses eaux. A cette cote 233^m90, les voies publiques et des propriétés particulières sont couvertes.

On ne peut donc appliquer la règle du fleuve coulant à pleins bords pour la détermination de l'alignement : Il faudrait que les limites des propriétés riveraines soient horizontales.

La délimitation originelle des lacs a dû être faite en plan et non en hauteur, car une faible différence de hauteur fait varier énormément les dimensions horizontales des propriétés, tandis que

(1) Voir pages 32-38.

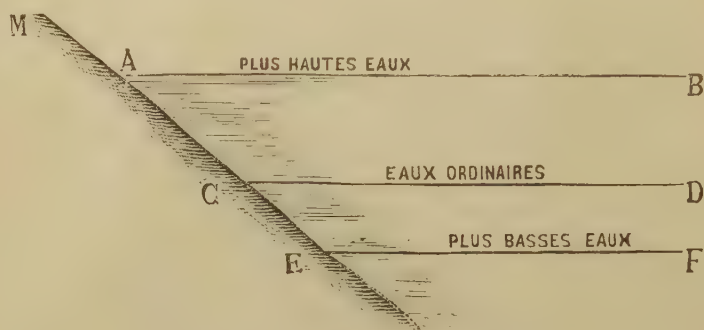
(2) Nombreux dossiers aux Archives départementales de la Haute-Savoie.

(3) Ces exceptions sont dues à des aliénations de parcelles du lac.

(4) Renseignements communiqués par M. Luya, ingénieur municipal à Aix-les-Bains.

les alignements repérés par rapport à des bases fixes en dehors des limites de submersion donnaient plus de garantie.

La fixation d'un niveau officiel des plus hautes eaux est impossible pour un lac en communication directe avec un fleuve.



M, Point fixe. — C, Limite des propriétés particulières.

Généralement, les bords des lacs sont en pente plus faible que l'indique le profil ci-contre, au moins du côté où la valeur des terrains et la culture nécessitent une délimitation précise. A une petite différence entre les niveaux AB et CD correspond une grande longueur de la partie oblique AC, longueur d'autant plus grande que AC se rapproche davantage de l'horizontale. Or, au Bourget, la partie AC est couverte d'eau pendant très peu de temps; elle est cultivée généralement sans autre difficulté que celle résultant de la submersion pendant quelques jours; ce qui n'est pas un empêchement absolu.

Le point C a été déterminé par rapport à la borne M insubmersible et non par rapport à la hauteur des eaux, coordonnée, qui n'a aucune fixité.

Les limites ainsi déterminées d'après le point fixe M servent de base aux alignements individuels, sans contestation de la part des riverains. En sorte que sur les bords du lac du Bourget, comme sur ceux des lacs communiquant avec des rivières, les alignements peuvent être donnés seulement d'après le cadastre et les mappes établis à l'aide de repères fixes insubmersibles.

Législation des délimitations

Avant 1898, aucun texte ne réglementait la délimitation des rives des fleuves et rivières navigables; la question entraînait dans l'application générale de la loi du 22 décembre 1789-8 janvier 1790, qui confiait aux autorités départementales la conservation des propriétés publiques.

Nous ne nous arrêterons pas aux nombreuses divergences qui se sont manifestées dans la doctrine et la jurisprudence au sujet de la règle à suivre en cette matière.

L'intérêt pratique de la question est, en effet, épuisé depuis la promulgation de la loi du 8 avril 1898, dont l'article 36 charge défi-

nitivement le Préfet de fixer, après enquête, et par voie d'arrêté approuvé par le Ministre des Travaux Publics, les limites des fleuves et rivières navigables déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords sans déborder.

Ce texte est-il applicable aux lacs?

Au cours de la discussion de la loi de 1898, M. Roger Marvaise présenta un amendement tendant à comprendre expressément les lacs parmi les cours d'eau navigables et flottables. Il le retira en séance, convaincu de son inutilité, la condition juridique des lacs ne pouvant être, d'après l'affirmation du rapporteur, différente de celle des rivières qui les alimentent ou y prennent naissance et dont ils ne sont que *l'épanouissement*.

Le législateur a donc décidé l'application pure et simple aux lacs de la loi du 8 avril 1898.

Mais si en droit la question de délimitation se trouve résolue, en fait, elle ne l'est pas, du moins complètement.

Nous avons vu, en effet, comment se pratique la délimitation des lacs d'Annecy, de Genève et du Bourget. La règle du « *plenisimum flumen* » y est remplacée par des règles particulières dont l'application est due seulement à la nature spéciale des lacs qui ne permet pas la détermination ordinaire des plus hautes eaux avant le débordement.

Sur ce point donc, l'article 36 de la loi de 1898 est insuffisant à l'égard des lacs.

Contentieux, Juridiction et compétence

On sait que les questions contentieuses touchant les délimitations appartiennent parallèlement à la juridiction administrative et à l'autorité judiciaire. Le tribunal des conflits a décidé, en effet, les 11 janvier 1873 et 6 mars 1873 (1) « qu'il appartient aux tribunaux ordinaires de vérifier si les terrains litigieux avaient cessé d'être susceptibles de propriété privée et de régler, le cas échéant, une indemnité de dépossession dans le cas où l'administration maintiendrait une délimitation contraire à sa décision ».

En raison du caractère domanial des lacs, leurs riverains ont donc, comme ceux des rivières navigables, deux moyens de contester les délimitations administratives: un recours en annulation pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat et une action devant les tribunaux ordinaires, avec cette restriction que pour les limites anciennes, il n'y a pas lieu d'appeler l'autorité administrative à faire leur délimitation préalable, comme c'est nécessaire pour les limites actuelles.

Autrefois, des arrêtés préfectoraux de délimitation, actes de pure administration, échappaient de plein droit à tout recours contentieux (2).

(1) S. 73, 2, 25, 74, 2, 65.

(2) C. d'Etat, 31 mars 1847, D. 48, 3, 4.

Les intéressés pouvaient seulement adresser un recours hiérarchique au Ministre des travaux publics, mais sans pourvoi contre sa décision devant le Conseil d'Etat (1).

Depuis la loi du 8 avril 1898, article 36, § 2, les actes de délimitation des fleuves sont susceptibles de recours contentieux.

Il ne peut qu'en être de même à l'égard des lacs.

Les opérations sur le terrain faites par les ingénieurs ne modifient pas la nature de l'acte administratif, dont elles ne sont que la préparation. Les décisions préfectorales de délimitation ont, à l'égard des riverains des lacs, les même effets qu'à l'égard de ceux des fleuves navigables. La sanction ne saurait être différente.

En résumé, l'article 36 de la loi sur le régime des eaux n'est pas applicable aux lacs quand il s'agit de procéder au fait matériel de la recherche des limites du domaine public. Mais, cette étude terminée, l'administration préfectorale décide conformément à ses dispositions, et le riverain lésé peut user de l'arme du recours contentieux, que ce texte a mise entre les mains du riverain des fleuves et rivières navigables.

A défaut d'acte de délimitation, le Conseil de préfecture est seul compétent pour juger s'il y a contravention de voirie, c'est-à-dire si le fait qui lui est soumis s'est passé ou non sur le domaine public (2).

(1) C. d'Etat, 23 février 1820, S. 21, 2, 272.

(2) C. d'Etat, 10 janvier 1877, D. 77, 3, 41.

CHAPITRE III

Navigabilité — Navigation

La navigabilité est le fait pour les eaux de pouvoir servir de moyen de transport et de faire ainsi l'office de chemins.

La qualité de navigable est habituellement reconnue aux cours d'eau par un décret, conformément aux dispositions de la loi du 15 avril 1829.

La reconnaissance administrative n'est pas absolument nécessaire : son utilité réside simplement dans la détermination exacte des points où commence et finit la navigation, tant à cause des droits et des obligations des riverains que de l'exercice de la pêche et du jugement des contraventions. La jurisprudence admet, en effet, que la navigabilité peut se déduire aussi bien des faits que du classement (1). Mais quand un décret la prononce, cet acte a un caractère purement déclaratif, puisque la reconnaissance de navigabilité n'est que la constatation d'un état préexistant.

On est d'accord pour reconnaître qu'à côté du classement par application de l'article 3 de la loi de 1829, le classement d'un cours d'eau résulte non moins nettement du décret déclaratif d'utilité publique des travaux destinés à en assurer la navigabilité (2).

Inversement, une rivière classée peut n'être pas navigable en fait.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 5 août 1868 l'a reconnu dans l'espèce suivante :

Sous le régime sarde, un industriel annécien payait à l'Etat une redevance pour une prise d'eau dans le Thiou, émissaire du lac d'Annecy.

A l'Annexion, l'administration des Contributions indirectes, voulant éviter un remboursement ultérieur, ne crut pas devoir en exiger le paiement avant de savoir si le canal serait classé ou non.

Le décret du 14 janvier 1865 comprit le Thiou au nombre des cours d'eau navigables de la Haute-Savoie. Invité alors à payer les redevances arriérées, l'industriel en question s'y refusa, alléguant que pendant l'intervalle du 1^{er} janvier 1861 (date de la cessation du régime sarde) au 14 janvier 1865 (date du classement), le Thiou n'était en droit ni en fait navigable ni flottable et que, dès lors, il ne devait rien à l'Etat.

(1) Arrêté du Directoire du 2 nivôse an IV. Décret 22 janvier 1808; Cass., 6 décembre 1820; C. d'Etat, 5 août 1829, la Vézère; 13 mars 1836, La Vilaine.

(2) Block : Dictionnaire de l'administration française : Cours d'eau.

Le Conseil d'Etat lui donna raison en s'appuyant sur les observations mêmes du Ministre des travaux publics, qui disait, le 15 mai 1868 :

« Le Thiou n'était navigable de fait ni en 1861 ni en 1865, et il ne saurait le devenir parce qu'il n'y a aucun intérêt à ouvrir une voie navigable et flottable entre le lac d'Annecy, d'où sort le Thiou, et le Fier, torrent non navigable dans lequel il se jette.

« Cependant le Thiou a été classé comme navigable par le décret du 14 janvier 1865, parce qu'il est une dépendance naturelle et indispensable du lac, et que le classement du lac entraîne celui de son émissaire le Thiou. »

§ 1^{er}. — *Déclaration de navigabilité du lac d'Annecy.*

L'amélioration de la navigation du lac d'Annecy, encore à l'état rudimentaire au moment de l'annexion, préoccupa le Conseil général de la Haute-Savoie dès sa première session (mars 1861). Les formalités administratives n'allant pas au gré de ses désirs, il émit, en août 1862, un vœu en faveur de la prompte déclaration de navigabilité du lac, qui était retardée par les oppositions de plusieurs usiniers au classement éventuel du Thiou, son émissaire. La commission d'enquête, à la majorité de 3 voix contre 5, repoussait également le projet : deux membres, préoccupés de sa répercussion sur les propriétés riveraines du lac, exigeaient que la création d'un chemin de halage ne fût pas obligatoirement liée à la déclaration de navigabilité. Il leur avait cependant été répondu, par l'ingénieur présent à la séance, que le droit d'établissement du halage était la conséquence légale du classement, « sans que néanmoins il dût avoir lieu nécessairement là où l'administration ne le jugerait pas utile. »

Que les usiniers se soient opposés au projet, c'était naturel, puisque la nouvelle condition du lac et du Thiou devait entraîner pour eux le rétablissement de redevances qu'ils ne payaient plus depuis l'annexion. En ce qui concerne le halage, la question, plus délicate, ne pouvait être tranchée immédiatement, surtout par une commission dont les pouvoirs se bornaient à l'émission d'un avis, positif ou négatif, sur l'utilité d'un projet déterminé, sans avoir à exprimer d'opinion sur le résultat de son application. Nous verrons plus tard comment cette question du halage fut résolue à l'égard des lacs (1).

L'administration passa outre aux objections de la commission, et le lac avec ses émissaires fut déclaré navigable et flottable par décret du 14 janvier 1865.

A sa session d'août 1868, le Conseil général, reconnaissant que la plupart des cours d'eau classés étaient à peine flottables à bûches perdues, demanda la révision du classement des rivières du département. Ce vœu fut renouvelé en 1869 et 1871. En ce qui concerne le

(1) Voir page 54.

Thiou, l'assemblée départementale avait raison d'en réclamer le déclassement. En effet, à cette époque, la seule section où la navigation fût possible était la partie du canal s'étendant du lac à la première chute. Tout le reste était divisé en biefs de peu d'étendue par une série de barrages. Le classement ne pouvait être maintenu que dans un but fiscal au point de vue des usines et de la pêche.

Il le fut cependant en partie pour une raison particulière invoquée par la ville d'Annecy.

Au cours de l'enquête, le maire avait écrit à l'administration :

« Jusqu'en 1865, la ville s'est toujours considérée comme propriétaire des canaux émissaires du lac et c'est elle qui fournissait aux frais d'entretien et de nettoyage. Le classement de 1865 ne modifiait pas sensiblement cette situation, par suite de la substitution de l'Etat à la ville; mais si le déclassement venait à être ordonné et que par suite les canaux vinssent à subir le sort commun des cours d'eau qui deviennent propriété des riverains jusqu'au milieu du lit, les inconvénients qui en résulteraient pour la ville seraient de la plus haute gravité. Aussi, serait-elle nécessairement obligée ou de s'opposer au classement ou de revendiquer la propriété des canaux.

« En conséquence, je viens vous prier, dans le cas où l'Administration croirait devoir demander le déclassement des canaux de la ville, de le faire prononcer au profit de cette dernière et en reconnaissant ses droits de propriété. »

A cette lettre, il fut répondu dans un rapport des ingénieurs du 6 mai 1873:

« Nous sommes d'accord avec la Commission d'enquête pour qu'il soit donné acte à la ville d'Annecy de ses réserves et protestations; mais comme il n'existe pas de domaine public communal comprenant les cours d'eau, il ne nous est pas possible de proposer de faire l'attribution que la ville réclame. Elle aura, le cas échéant, à faire valoir ses droits devant les tribunaux ordinaires. »

C'est à bon droit que la Commission d'enquête invoquait l'impossibilité de proposer le déclassement dans les conditions demandées par la ville.

Par contre, l'Administration supérieure des travaux publics pouvait prendre et prit l'initiative, sur la proposition du Conseil général des ponts et chaussées, de donner satisfaction à la ville d'Annecy, en maintenant dans le domaine public la partie des canaux située dans l'agglomération urbaine.

Elle proposa, à cet effet, de déclasser seulement le Thiou sur un parcours de 1.550 mètres en aval d'Annecy et de considérer comme encore navigable les 1.650 mètres d'amont, malgré l'autorisation accordée à la ville d'établir des barrages régulateurs du lac qui devraient arrêter jusqu'à la naissance du Thiou toute espèce de navigation (1).

(1) Voir page 68.

Le décret du 10 novembre 1873 consacre ces propositions du Ministre des Travaux publics.

Les canaux urbains restaient donc domaine public ; ce qui permit à la ville, de couvrir, pour y établir une rue, une partie du canal du Vassé sans procéder à l'expropriation des riverains et moyennant seulement une redevance payée à l'Etat.

La navigabilité des canaux émissaires du lac a donc été déclarée simplement pour éviter les inconvénients qu'auraient entraînés, pour la ville d'Annecy, les droits de propriété des riverains...

Conséquences du classement du lac

Généralement, la déclaration de navigabilité des cours d'eau entraîne à l'égard des riverains, deux conséquences: la perte du droit de pêche et l'obligation éventuelle à la servitude de halage.

Il n'en a pas été ainsi pour le classement du lac d'Annecy qui n'a pas changé la situation de ses riverains, puisque, sous la législation sarde, l'Etat seul avait déjà la jouissance du droit de pêche.

Quant au halage, il n'a pas été établi, et si cette servitude était reconnue nécessaire et appliquée un jour suivant le droit commun les intéressés auraient droit à l'indemnité réglementaire fixée par le juge de paix, conformément à la loi du 8 avril 1898, article 49.

§ 2. — *Navigation.*

Nous avons vu (1) que la navigation existait sur le lac d'Annecy — que des droits, dits de « navatagium », étaient perçus au profit de la ville — mais nous ne pouvons donner sur cette question des renseignements précis faute de documents.

Nous avons recherché notamment le règlement particulier de police du lac qui certainement devait exister, car la navigation des autres lacs était soumise à des règles spéciales. Par exemple, le lac Majeur, auquel s'appliquait un règlement du 28 mars 1837, sur la navigation à vapeur (2), organisant une commission de surveillance, la police, la sécurité, diverses sanctions, etc.

Rien d'analogue ne figure aux Archives départementales et municipales. Cependant, à cette époque (1839), un bateau à vapeur « Le Chérubin », fut lancé à Annecy...

Actuellement, la navigation du lac s'exerce suivant les dispositions du décret du 8 octobre 1901, portant règlement général de la police des voies de navigation intérieure, complété par l'arrêté

(1) Voir page 8.

(2) Manifesto della Régia Camera dé Conti portante notificazione di un regolamento relativo alla navigazione con battelo a vapore nel Lago Maggiore. 28 mars 1837. Raccolta delle provisioni intorno le acque, i ponti e le strade, volume quarto, page 155.

préfectoral du 19 septembre 1902, pris en exécution de la circulaire du Ministre des Travaux publics, du 20 janvier 1902.

Le règlement en vigueur pour la navigation à vapeur fluviale du 9 avril 1883 s'applique (articles 1 à 62) aux lacs — sans contenir rien de particulier à leur égard. Aussi nous bornerons-nous à reproduire le texte de l'arrêté de police spécial au lac d'Annecy, du 19 septembre 1902, qui rend superflu tout commentaire :

A titre de statistique, nous indiquerons que la flotte de la Compagnie des bateaux à vapeur du lac se compose de cinq bateaux lancés successivement : *La Couronne de Savoie* en 1861 (don de l'empereur à la ville) ; *l'Allobroge*, en 1874 ; *Le Mont-Blanc*, en 1887 ; *La Ville d'Annecy* en 1901 et *La France* en 1909.

Navigation du Lac d'Annecy

Règlement particulier de police

ARTICLE PREMIER. — La police de la navigation sur le lac d'Annecy est régie par les dispositions du décret du 8 octobre 1901, ainsi que par le présent arrêté préfectoral, portant règlement particulier pour l'exécution dudit décret.

TITRE I^{er}

Conditions à remplir pour naviguer.

ART. 2. — Aucune dimension n'est imposée pour les bateaux, trains de bois ou radeaux circulant sur le lac d'Annecy.

ART. 3. — La marche en convoi et l'accouplement de bateaux sont autorisés pour le service des marchandises seulement, sans être soumis à aucune condition spéciale.

TITRE II

Classement des bateaux, trématage en route.

ART. 4. — La vitesse des bateaux à vapeur ou assimilés ne pourra excéder celle d'un homme au pas dans le port du Thiou. Il en sera de même, en temps de brouillard, dans le chenal qui relie ce port au plein lac lorsque la route ne sera pas visible jusqu'à une distance de deux cents mètres au moins.

ART. 5. — Le trématage est interdit aux abords du chenal du Thiou, mais seulement pour les bateaux se dirigeant vers ce port. Il est interdit dans le chenal, quel que soit le sens de la marche, ainsi qu'aux abords des embarcadères publics.

ART. 6. — Aucune restriction spéciale n'est apportée aux divers modes de navigation en usage sur le lac d'Annecy.

TITRE III

Bateaux, trains de bois ou radeaux en marche.

ART. 7. — Aucun bateau à vapeur ou assimilé ne peut naviguer en temps de brouillard qu'à la condition de faire usage de la boussole et de tinter la cloche, siffler ou corner continuellement toutes les fois que la route n'est pas visible jusqu'à une distance de deux cents mètres au moins.

ART. 8. — Il n'est pas prescrit de condition spéciale pour le trématage en route des bateaux navigant à la voile.

ART. 9. — Un bateau isolé navigant à la suite d'un autre et ne pouvant le trémater doit s'en tenir éloigné à une distance de deux cents mètres au moins, sauf pour les bateaux à voyageurs, aux abords d'un embarcadère public où la distance pourra être réduite à cent mètres, mais ce dernier minimum devra être maintenu jusqu'à ce que le bateau d'avant ait quitté l'embarcadère.

Dans le chenal du port du Thiou, la distance de deux cents mètres devra être observée jusqu'à ce que le bateau d'avant ait été amarré à son embarcadère.

ART. 10. — Les virages ne sont autorisés dans le port du Thiou que pour les bateaux vides et à la condition de ne pas gêner les mouvements des autres bateaux.

Aucune condition n'est prescrite pour la formation des convois.

TITRE IV

Passages aux ouvrages de navigation.

ART. 11. — Tout bateau à vapeur ou assimilé se disposant à quitter le port du Thiou devra régler son départ de manière à ne croiser dans le chenal aucun autre bateau à vapeur ou assimilé et, le cas échéant, attendre, pour se mettre en route, que le bateau rentrant ait été amarré à son embarcadère.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le bateau sortant était déjà en marche lorsque le bateau rentrant se dispose à prendre le chenal, ce dernier bateau devrait immédiatement se garer à une distance de cinquante mètres au moins du chenal et attendre, pour continuer sa route, que le premier l'ait dépassé.

TITRE V

Stationnement des bateaux. — Mesures d'ordre dans les ports et dans les garages.

ART. 12. — Le chargement, le déchargement et le dépôt des marchandises pourront être effectués ailleurs que dans les ports avec l'autorisation expresse des riverains.

Sur le territoire d'Annecy, le port des Marquisats est exclusivement affecté au service des marchandises. Toutefois, un bateau isolé pourra, dans des circonstances exceptionnelles, effectuer un déchargement sur le quai de rive gauche du port du Thiou à la condition de ne stationner que dans les intervalles restant libres entre les bateaux à vapeur ou assimilés, auxquels ce port est spécialement réservé, et aussi à la condition de ne pas gêner les mouvements de ces derniers bateaux; le batelier se conformera à cet effet aux ordres qui pourront lui être donnés par les agents du service de la navigation.

Les autorisations prescrites par le décret du 31 juillet 1875 sur le transport des matières dangereuses seront données par le conducteur subdivisionnaire.

TITRE VI

Transport en commun des voyageurs par bateaux à vapeur ou assimilés.

ART. 13. (*art. 39 du décret du 9 avril 1883*). — Les bateaux à vapeur ou assimilés faisant un service public de voyageurs ne pourront stationner d'un manière permanente qu'au droit des embarcadères que leurs propriétaires auront obtenu l'autorisation d'établir.

Les embarcadères publics sont exclusivement réservés à cette catégorie de bateaux: il est par conséquent interdit à tout autre bateau d'en faire usage.

Le stationnement aux embarcadères publics n'est autorisé que pendant le temps nécessaire au débarquement et à l'embarquement. Toutefois, si la nature de son service l'exige et si les circonstances le permettent, un bateau pourra être autorisé à stationner à l'un de ces embarcadères pendant la nuit.

ART. 14 (*art. 43 du dit décret*). — Lorsque deux bateaux marchant en sens inverse se rencontreront en plein lac, chacun d'eux prendra la droite. Si la rencontre a lieu dans le voisinage d'un embarcadère public, le bateau qui quitte cet embarcadère pourra laisser sur sa droite le bateau qui se dispose à accoster lorsque cela lui sera utile pour continuer sa route, mais il devra signaler son intention de prendre la gauche par deux coups de sifflet ou de trompe successifs avant de se mettre en marche.

Lorsqu'il y aura trématage, le bateau d'avant prendra la droite et celui d'arrière la gauche.

ART. 15 (*art. 44 du dit décret*). — Si un bateau arrive dans le voisinage d'un embarcadère lorsqu'un autre bateau venant en sens inverse y est déjà amarré ou se dispose à accoster, il devra se maintenir à une distance minimum de cent mètres au moins de l'embarcadère et ne se remettre en marche que lorsqu'il aura été croisé par ce dernier bateau.

ART. 16 (*art. 41 du dit décret*). — L'embarquement et le débarquement des voyageurs devront s'effectuer par l'accostage à l'embarcadère. Ils ne pourront être opérés au moyen de batelets que lorsqu'il y aura impossibilité absolue d'aborder. Ces batelets seront solides, en bon état et montés par des mariniers éprouvés.

Aucun embarquement ou débarquement ne pourra être effectué que lorsque le bateau aura été amarré à l'embarcadère. Il est expressément interdit d'enrouler ou de faire porter les amarres ailleurs que sur les pieux destinés à cet usage.

ART. 17 (*art. 36 du dit décret*). — L'arrivée aux embarcadères sera annoncée par un coup prolongé de sifflet ou de trompe.

Le départ n'aura lieu que lorsque le bateau sera démarré et, s'il y a lieu, la passerelle mobile enlevée et la portière du bateau fermée. Il devra être précédé d'un coup de sifflet ou de trompe.

ART. 18. — Pendant le jour, un drapeau placé sur un embarcadère indiquera la présence de voyageurs à embarquer.

Pendant la nuit, le drapeau sera remplacé par un fanal rouge d'un côté et vert de l'autre; le côté rouge indiquera la présence et le côté vert l'absence de voyageurs.

TITRE VII

Navigation de plaisance. — Bateaux particuliers et bateaux de pêche.

ART. 19. — Les bateaux de plaisance stationnant sur le territoire d'Annecy devront porter leur nom à la poupe ainsi que les nom et domicile du propriétaire. Ces indications seront inscrites d'une manière bien

lisible en caractères ayant au moins huit centimètres de hauteur et deux centimètres de plein pour le nom du bateau et quatre centimètres de hauteur sur un centimètre de plein pour les nom et domicile du propriétaire.

ART. 20. — Les bateaux de plaisance ne pourront stationner sur le territoire d'Annecy que dans les emplacements qui leur sont réservés par arrêté préfectoral.

ART. 21. — Tout bateau de plaisance ou de pêche se trouvant sur la route ou à proximité de la route suivie par un bateau à vapeur ou assimilé devra s'en écarter dix minutes au moins avant l'instant où celui-ci pourra venir le rencontrer et s'en tenir à cinquante mètres au moins de distance.

A la rencontre du bateau à vapeur et après le passage de celui-ci, il devra s'abstenir de toute manœuvre qui tendrait à l'en rapprocher.

En temps de brouillard et s'il est menacé d'une rencontre, il signalera continuellement sa présence au moyen d'une cloche ou d'une trompe.

ART. 22. — L'arrêté du 17 novembre 1864 est rapporté.

Annecy, le 19 septembre 1902.

Le Préfet de la Haute-Savoie,

EM. MOUSSARD.

*Approuvé par décision de M. le Ministre des Travaux publics du
2 septembre 1902.*

CHAPITRE IV

Alluvions

§ 1^{er}. — Aux termes de l'article 556 du Code civil, les « atterrissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière s'appellent : alluvions.

« L'alluvion profite au propriétaire riverain, qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable ou non. »

D'origine romaine, ce droit fut, en haine de la féodalité, laissé aux riverains par les lois révolutionnaires qui donnaient à la nation les droits du roi et des seigneurs sur les cours d'eau navigables.

La plupart des auteurs (1) y voient un avantage accordé aux riverains en compensation des risques auxquels l'expose le voisinage du fleuve. L'incertitude de la limite doit lui profiter comme elle lui est opposable.

Les rédacteurs du Code civil avaient, à ce sujet, l'opinion des anciens jurisconsultes pour lesquels la rivière « ôte et donne ».

L'exposé des motifs du Code la justifie dans ces termes, au titre de la propriété : « Il existe, pour ainsi dire, une sorte de contrat aléatoire entre le propriétaire du fonds riverain et la nature dont la marche peut à chaque instant ravager ou accroître ce fonds. »

On dit encore que l'alluvion est un avantage accordé aux riverains des cours d'eau navigables en compensation de la servitude de halage qu'ils subissent, ou qu'elle est simplement gouvernée par le principe de l'accession immobilière : le fondement du droit d'alluvion est la formation latente et mystérieuse du terrain nouveau.

En ce qui concerne les lacs, le Code civil (article 558), à l'imitation de notre ancien droit, a expressément enlevé à leurs riverains le droit d'alluvion.

Pour quels motifs ?

La réponse est facile aux partisans de la compensation due aux riverains des fleuves en raison des risques courus ou des servitudes subies.

Les riverains des lacs n'ont rien à craindre du voisinage des eaux et ils sont dispensés de la servitude de halage (2); par conséquent, ils ne doivent pas profiter de l'avantage né de l'alluvion. Aux autres on répondra : « l'accession immobilière est nulle au bord des lacs, leurs riverains ne sauraient donc en profiter. »

(1) Béquet, domaine, n° 1201, page 293.

(2) Voir page 57.

Cette dernière opinion soulève tout naturellement l'objection suivante : « Pourquoi le législateur a-t-il cru devoir s'expliquer sur ce point, qui ne peut faire de doute ? S'il n'y a pas d'alluvion possible, à quoi bon prévoir dans un texte de loi qu'elle ne pourra devenir la propriété des riverains ? »

C'est que, si l'alluvion proprement dite est constituée par les apports des eaux (article 556), il existe une autre espèce d'alluvion définie par l'article 557 du Code civil et due au retrait des eaux lent et insensible.

C'est celle-ci que le législateur vise dans les derniers mots de l'article 558 « encore que le volume de l'eau vienne à diminuer ».

Cette exception à la règle de l'admission des riverains à la propriété des alluvions a été contestée (1).

Il a été soutenu que l'article 558 n'a pas la portée qu'on lui prête ; qu'il s'applique aux lacs privés seulement et ne règle pas la propriété des alluvions.

Il y est question, en effet, de propriétaire, et on sait que les rédacteurs du Code civil évitaient avec soin ce mot et considéraient l'Etat comme un simple gardien. Les jurisconsultes de l'ancien régime ne pouvaient songer aux grands lacs qui appartenaient depuis peu de temps à la France...

Que les rédacteurs du Code civil aient eu ou non en vue les petits lacs privés ou les grands lacs domaniaux, peu importe ; la formule est générale et les principes à appliquer sont les mêmes, car ils découlent du caractère physique, du régime spécial, de l'espèce d'eaux considérée.

Si l'article 558 visait les étangs et lacs privés seulement, comment appliquer aux lacs domaniaux les articles 556 et 557 qui, s'occupant des fleuves et rivières, ne sont pas, d'après la Cour de cassation, applicables aux autres eaux ? (2)

De ces trois articles, deux sont muets à l'égard des lacs ; dans l'autre il est exclusivement question d'eux. Pourquoi s'efforcer de démontrer que les premiers sont applicables à une chose dont ils ne parlent pas, et le troisième étranger aux lacs très explicitement visés dans son texte ? C'est pour le moins étrange !

Les rédacteurs du Code civil, a-t-on dit, ne pouvaient songer aux grands lacs devenus récemment français.

Admettons cette opinion, puisque les définitions du Code sont empruntées au § 1^{er}, article 2, du décret-loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790, base de la législation domaniale, et qu'en 1790 le territoire français ne comportait, en fait de lacs, que des propriétés particulières.

Peut-on en dire autant des rédacteurs du Code sarde, dont l'article 467 est la reproduction intégrale de notre article 558 ? Ce serait soutenir qu'ils ignoraient l'existence en Savoie des lacs de Genève, d'Annecy et du Bourget ! Ont-ils soustrait ces lacs à l'application de ce texte ? Rien ne l'indique. Au contraire, leur silence

(1) Demande d'endiguement du lac d'Annecy : aff. Saturnin Fabre. Archives départementales de la Haute-Savoie.

(2) Cassation, 19 janvier 1875, Masson.

implique qu'ils interprétaient le texte français, leur modèle, dans le sens large englobant les lacs de toute nature.

L'omission des lacs de Savoie, très excusable à l'époque du Code civil, eût été incompréhensible en 1898. Mais leur assimilation aux fleuves, admise sans discussion, n'est pas non plus exempte de reproche ! L'article 39 de la loi sur le régime des eaux dit : « La propriété des alluvions qui se forment dans les fleuves et rivières faisant partie du domaine public, est et demeure réglée par les dispositions des articles 556, 557... 560 et 562 du Code civil. »

Pourquoi l'article 558 ne figure-t-il pas dans cette énumération ? Ce mutisme, à son égard, permet deux hypothèses : Ou le Parlement a considéré les alluvions des lacs réglées par lui, et il aurait dû le dire, comme il l'a dit pour celles des fleuves ; ou il les a placées sous le coup des articles 556 et 557 conformément à la règle consacrée par la réponse du rapporteur de la loi à l'amendement Marvaise (1).

Dans les deux cas il est très regrettable que le législateur n'ait pas été plus explicite. A défaut de précision, il paraît impossible de ne pas s'en tenir à la lettre du texte et de restreindre son application aux seuls lacs privés.

En faveur du caractère privé des lacs, il a été dit encore que le mot décharge de l'étang employé dans l'article 558 ne convenait pas à l'émissaire d'un grand lac ; que, d'après la Cour de cassation, l'application de ce texte suppose essentiellement un déversoir dont le seuil est fixe (2) ; condition qui n'est guère réalisable dans les grands lacs.

Il a été jugé, en effet, qu'il faut un déversoir fixe marquant d'une façon invariable la hauteur normale des eaux et opérant par lui-même, sans l'intermédiaire de la main de l'homme.

En ce qui concerne le lac d'Annecy, la hauteur normale et légale des eaux est fixée à la cote 447^m075 par le règlement du 4 décembre 1876. La condition exigée par la Cour est donc remplie, car les ouvrages, bien que l'œuvre des hommes, sont définitivement réglés de façon à ce qu'en temps normal le niveau du lac ne dépasse pas cette cote. Il en est de même pour le Léman, dont les barrages fixent le niveau à 373^m10 au-dessus du niveau de la mer.

Dans ce cas encore l'application de l'article 558 aux lacs domaniaux n'est pas douteuse.

Enfin, pour enlever à l'Etat les alluvions lacustres, on a invoqué l'abandon fait aux riverains des atterrissements qui se forment aux embouchures de la Dranse dans le Léman et de l'Eau-Morte dans le lac d'Annecy. L'argument n'est pas sûr, car ces atterrissements ne sont pas dus aux eaux des lacs. Ils constituent visiblement des apports de matériaux détachés de la montagne, par des torrents régis par l'article 560.

A notre avis, il y a lieu d'appliquer aux dépôts dans les lacs domaniaux des graviers ou autres matériaux entraînés par les tor-

(1) Voir page 17.

(2) Cass., 10 mars 1868, D. 68, 1, 309.

rents la règle suivante, indiquée par Proudhon au sujet des alluvions de la mer (1) :

« L'alluvion n'a pas lieu vis-à-vis de la mer au profit du riverain. Si des accrues de cette nature s'y étaient déjà formées vers l'embouchure d'une rivière qui viendrait les traverser, les alluvions latérales du fleuve et contiguës au terrain national seraient elles-mêmes nationales aussi.

« On en doit dire autant encore de toutes les alluvions qui peuvent se former aux bords des rivières et fleuves qui traversent quelques propriétés de l'Etat ou qui les confinent. »

En résumé, un lac dont la position est constante et invariable conserve ses limites sans que le droit d'alluvion puisse avoir lieu sur ses bords — même quand ses eaux décroissent. C'est du reste la disposition déjà citée du droit romain : « *Lacus cum aut crescerent aut decrescerent, nunquam, neque accessionem, neque decessionem in eos vicinis facere licet.* »

§ 2. — Sous le régime sarde, la même règle était suivie conformément aux dispositions du Code Albertin, article 467, calqué sur l'article 558 de notre Code civil.

Les alluvions qui limitent les lacs appartiennent à l'Etat, de même que les terrains occupés par les eaux lui appartiennent aussi de fait et de droit, écrivait le Ministre des finances sardes le 16 mars 1854 (2). « *Sul merito di queste osservazioni giava far presente che se per disposizione della legge part. 467 del codice civile appartengano allo stato li terreni alluvionali dei laghi nei limiti dalla medesima prescritti, gli appartengono poi di diritto, e di fatto li terreni occupati dalle acque.* »

La différence existant entre ces deux sortes de terrains est que les premiers peuvent être aliénés par le domaine en vertu d'une loi et cédés après constatation de leur nature alluvionnaire : ils sont ainsi disponibles, tandis que les terrains du lac, tant qu'ils sont recouverts d'eau, ne peuvent l'être, car ils sont nécessaires pour contenir les eaux mêmes ; leur colmatage pouvant être préjudiciable aux propriétaires des terrains voisins du lac, leur occupation ne peut être autorisée qu'ensuite d'une enquête de commodo et incommodo dans les communes, et leur cession accordée à titre précaire et avec la faculté d'annulation si le règlement du lac l'exige.

L'alluvion formée était donc la propriété de l'Etat sarde comme elle l'est actuellement de notre domaine.

(1) Proudhon, domaine public, n° 718.

(2) Lettre aux domaines au sujet de l'empiétement sur le lac demandé par la ville d'Annecy pour l'agrandissement de la place d'arme.

CHAPITRE V

Les concessions du domaine public lacustre

En droit administratif, le mot concession est employé dans des acceptations diverses. Il y a, dit Lafferrière (1) des concessions, actes de gestion du domaine privé, qui sont de véritables ventes domaniales : telles sont les concessions des lais et relais de la mer ; des îles et îlots émergés dans un cours d'eau navigable.

On donne aussi le nom de concessions à certaines autorisations, par exemple les occupations temporaires du domaine public.

A ces concessions, qui les premières sont des contrats véritables et les deuxièmes de simples actes administratifs, il y a lieu de rattacher les concessions qui comprennent à la fois l'acte administratif et le contrat, comme les concessions de créments futurs ou alluvions non encore parvenues à maturité. Ces concessions constituent un contrat administratif spécial formé de deux éléments : une autorisation d'occuper une portion du domaine public et une cession de l'alluvion qui se formera à la suite des travaux exécutés en vertu de cette autorisation (2).

Le caractère administratif de ces actes entraîne l'incompétence des tribunaux ordinaires à leur égard (3). Les autorisations de cette nature, n'accordant qu'une jouissance précaire et révocable, ne violent pas le principe de l'inaliénabilité du domaine public, même quand elles sont sujettes à redevance.

Nous examinerons successivement chacune de ces catégories de concessions.

§ 1^{er}. — *Concessions d'îles et îlots.*

A. — REGIME SARDE.

Les terrains d'alluvion appartenaient à l'Etat ; ils pouvaient, nous l'avons vu, être vendus par le domaine en vertu d'une loi. Si donc des îlots de nature alluvionnaire avaient émergé du lac, il n'est pas douteux que l'autorité sarde aurait pu les aliéner, conformément aux dispositions de l'article 427 du Code Albertin.

B. — Aujourd'hui la solution serait la même. Un îlot alluvionnaire dont la vente n'aurait aucun inconvénient au point de vue de

(1) Lafferrière, *juridiction administrative*, tome 1^{er}, liv. 3.

(2) Lafferrière, *juridiction administrative*, livre 3, tome 1^{er}.

(3) Trib. des conflits, 1^{er} juillet 1850, de Garvello ; C. d'Etat, 31 mai 1851, Duhamel.

la navigation pourrait être aliéné, après remise aux domaines par l'administration des Ponts et Chaussées.

§ 2. — *Autorisations. Occupations temporaires.*

L'occupation temporaire est le droit accordé aux particuliers de jouir individuellement, sous certaines conditions, de parties du domaine public momentanément soustraites à la jouissance de tous.

REGIME SARDE.

Les occupations temporaires, qui remontent à une époque très éloignée, étaient connues en Savoie sous la dénomination de « précaires », qui à elle seule vaut une définition.

Nous en avons la preuve dans les actes de l'autorité royale qui, dès 1449, cherchait à réprimer l'abus des occupations des canaux émissaires du lac, nuisibles à l'écoulement des eaux.

La procédure à laquelle les demandes étaient soumises, dans le dernier état de la législation sarde, nous est indiquée par de nombreuses dépêches ministérielles adressées, de 1826 à 1845, à divers usiniers en contravention (1). Après la première occupation française, de 1792 à 1815, l'administration générale des finances royales, dont le siège était à Turin, fut prévenue que de nombreux moulins mus par des roues hydrauliques avaient été établis sans autorisation dans le canal du Thiou.

Elle invita leurs propriétaires à se mettre en règle avec la loi, en leur en indiquant le moyen dans une circulaire du 14 février 1828 (2).

Ils devaient, dans les 30 jours de l'avis de l'Intendant de la province de Genevois, en résidence à Annecy, adresser au bureau de l'intendance :

1° Une requête au roi, timbrée et signée par un notaire, demandant la « concession du droit d'occupation du canal et de la dérivation des eaux nécessaires à l'exercice des moulins, sous tels droits et conditions qui pouvaient être imposés ».

2° A l'appui les profils en long et en travers du lit du torrent ; différents états des eaux, tant ordinaires qu'extraordinaires.

3° Rapport de l'auteur du plan, justificatif de l'utilité du projet, qui ne doit porter préjudice aux tiers ni au système du canal.

Dès réception de la pétition, l'Intendant général fixait, par décret, la date de la visite des lieux par un ingénieur du corps royal du génie civil. Une ampliation de cette décision était publiée par le syndic de la ville d'Annecy. Celui-ci invitait, en outre, individuellement, les personnes susceptibles d'être intéressées à la question, à assister aux opérations des ingénieurs pour présenter, le cas échéant, leurs observations.

L'autorité municipale donnait son avis conformément aux statuts de police du 2 décembre 1825, article 128.

(1) Archives départementales de la Haute-Savoie.

(2) Raccolta delle provisioni intorno le acque i ponti e le strade, volume III, page 9.

Le dossier, accompagné du rapport des ingénieurs, était transmis à l'azienda économique de l'intérieur, qui le soumettait au congrès permanent des eaux et routes (1). Si cette assemblée admettait le projet, le pétitionnaire était invité à passer devant l'Intendant local un acte de soumission « pour l'observance des conditions prescrites et le paiement de la redevance annuelle ».

Après avis du Procureur général et du Conseil d'Etat, le roi intervenait, par voie de lettre-patente entérinée à la Chambre des comptes et enregistrée au contrôle général des patentes.

L'intéressé recevait une copie de cet acte par l'intermédiaire de la Secrétairerie d'Etat pour les affaires de l'Intérieur et des Finances. Procès-verbal de sa mise en possession était dressé par l'insinuateur.

De nombreuses concessions furent ainsi régularisées de 1826 à 1856.

§ 3. — Au cours de cette révision des concessions, la question suivante fut posée par un industriel qui, le 27 germinal an XII, s'était rendu acquéreur d'un couvent vendu par la nation française le 13 fructidor an IV.

Le gouvernement (sarde) a-t-il le droit d'imposer une taxe pour l'usage du cours d'eau du Thiou, qui fait mouvoir les artifices existants dans les bâtiments qui dépendent d'un ancien couvent ?

L'intéressé présentait ainsi sa défense : La vente a spécialement compris le cours d'eau qui, en vertu d'anciens titres ou de concessions, était avant 1792 la propriété du monastère. La nation l'a reconnu dans l'aliénation de la dérivation d'eau en vertu de la loi du 28 ventôse an IV.

La nation française venderesse, comme tout autre vendeur, a garanti à l'acquéreur la paisible possession de la chose vendue et n'a pu, par conséquent, astreindre à aucune charge l'usage d'un cours d'eau vendu sans condition ni restriction. Vainement dira-t-on que le cours d'eau faisait partie du domaine de l'Etat, et que comme tel il était inaliénable. D'abord, pour apprécier la question, il faut se placer au point de vue des lois qui régissaient à l'époque de la vente et qui avaient ordonné l'aliénation des biens nationaux. Ces lois, il est vrai, prohibaient la vente des rivières navigables, mais seulement quand elles avaient été déclarées telles avant l'adjudication (2).

Or, il ne paraît point qu'aucune déclaration semblable ait précédé la vente du 13 fructidor ; au surplus, ce n'est pas le torrent ou la rivière de Thiou ou le cours d'eau proprement dit qui a été aliéné par la nation, mais c'est la dérivation, soit l'usage de la prise d'eau. Or, le principe d'inaliénabilité des fleuves navigables — principe en vigueur en France aussi bien qu'en pays sarde — n'a jamais mis obstacle à des concessions particulières par l'Etat, soit aux avantages qu'on pouvait retirer des rivières, tels que : prises d'eau, chutes d'eau pour usines, etc., soit aux droits que l'Etat aurait pu percevoir sur ces cours d'eau.

(1) Assemblée analogue à notre Conseil général des Ponts et Chaussées.

(2) C. d'Etat, 12 février 1823, domaines nationaux.

La solution est la même en se plaçant au point de vue des royales constitutions. En effet, si le § 1^{er} du titre VII du livre 6 déclare royaux les fleuves, rivières et torrents ; si le § 2 déclare que nul ne pourra en dériver des canaux, biallères ou aqueducs, le § 2 admet cependant deux exceptions : 1° l'existence de titres légitimes ; 2° une concession royale. Le § 3 du même titre renferme diverses dispositions relatives à ceux qui ont le droit de dériver les eaux des fleuves et les restrictions qu'il apporte au droit de dérivation n'ont trait qu'à la navigation ou au libre cours des eaux. Sur ces deux points seulement s'exerce le *summum imperium* du domaine.

Aussi, par un arrêté du 31 décembre 1843 de la Cour d'appel de Savoie, a-t-il été décidé que celui qui a acquis légitimement le droit de dériver des eaux domaniales pour mouvoir des moulins, peut à volonté multiplier ses artifices sans obtenir une autorisation nouvelle, si du reste le volume de la prise d'eau n'est pas augmenté.

L'industriel intéressé en concluait : 1° que la vente nationale du 13 fructidor an IV avait pu, sans porter aucune atteinte au principe de l'inaliénabilité du domaine de l'Etat, comprendre le cours d'eau, soit la prise d'eau faisant mouvoir les artifices du couvent ; que l'usage du cours d'eau, ainsi aliéné par l'Etat, ne pouvait être soumis par le vendeur à aucune charge non stipulée dans le contrat de vente, et qu'enfin la propriété de la prise d'eau devait être sauvegardée par les lois qui ont déclaré inviolables les propriétés vendues nationalement.

Malgré nos recherches, il ne nous a pas été possible de retrouver l'acte de vente du 13 fructidor an IV pour contrôler les affirmations de l'usinier. Sa défense était bien conçue, car les concessions d'usines hydrauliques, de prises d'eau, sur le domaine public, étaient, d'après la jurisprudence (1), considérées comme de simples concessions d'usage et non comme une vente, *à moins que cela ne résultât* — comme c'était certainement le cas — *d'une manière expresse de conventions entre les parties*. Généralement ce n'était pas la nature de la chose qui faisait l'objet des contrats de concessions, mais le caractère lui-même du contrat, qui permettait de déterminer que les droits accordés à l'emphytéote n'étaient qu'un simple usage des eaux domaniales. En effet, puisqu'il n'était cédé que la jouissance perpétuelle de l'usine, il était naturel de ne pas céder la propriété de l'eau qui servait à la mettre en mouvement, d'autant plus qu'il était contraire à la destination spéciale de l'eau d'être transférée en toute propriété à l'emphytéote, sauf quand il s'agissait, par exemple, d'une eau dérivée dans un canal spécial pour être absorbée par l'irrigation.

Les concessionnaires d'usines n'avaient pas le droit de changer, à volonté, sans autorisation, la destination de la concession, pour la raison que la valeur de la chute d'eau varie en raison de sa destination (2).

(1) Dépêche du Ministre des Finances du 6 mai 1855, aff. des Hospices d'Annecy. Archives départementales.

(2) Chambre royale des comptes, 13 septembre 1796 : Marquis Faletti di Barolo contre le comte Buronzo d'Assiglione.

En l'espèce, si l'on en croit la défense, l'usinier produisait un titre légitime qui s'opposait à l'application des droits ordinaires de l'Etat. Il avait donc raison de soutenir qu'il n'avait pas de redevance à payer. Il eut gain de cause, car en 1850, l'administration des Domaines sarde, cherchant à réprimer de nouveaux abus, se demanda s'il y avait lieu de laisser subsister plus longtemps le privilège accordé à l'usinier en question, de dériver gratuitement l'eau du Thiou.

« Autrefois, dit un rapport de l'inspecteur de l'insinuation du 30 avril 1850, la concession pouvait avoir un but vraiment utile qui était de favoriser le commerce et d'assurer le perfectionnement de l'industrie nationale; mais maintenant qu'elle a pris un essor assez considérable et qu'elle est parvenue à un degré de perfection satisfaisant, ce privilège devrait, à mon avis, disparaître, parce que nuisible à l'un et à l'autre, car il est incontestable qu'un fabricant quelconque qui devra payer une finance au Trésor ne pourra jamais faire concurrence avec ce privilégié qui pourra donner à un taux moins élevé ses marchandises, d'où il s'en suit un monopole; d'ailleurs pourquoi laisserait-on jouir de ce privilège des étrangers plutôt que des nationaux. En vérité, je ne puis que me rendre raison d'une semblable préférence au vu du statut qui a aboli tous les privilèges et par conséquent eu égard au gain très considérable qu'il tire, il me semble qu'il serait raisonnable de lui imposer une redevance annuelle de 5.000 livres au moins. »

Ces nouveaux arguments de l'Administration sarde, désireuse de faire payer une forte somme à un industriel qui avait prouvé déjà son bon droit de jouir gratuitement d'une dérivation, semblent bien faibles malgré leur vérité.

Il est incontestable que l'usinier jouissait d'une sorte de monopole, comme le dit l'Insinuateur, mais à défaut de droits basés sur les lois, l'administration ne pouvait l'obliger à payer. Elle le fit cependant. Sa décision n'a pas été retrouvée aux archives. Seuls des rapports indiquent que des recherches sur les bénéfices probables de l'usinier ont été faites et que son établissement était comparé aux établissements payant une redevance.

Un état des concessions à titre onéreux, dressé par l'administration de l'Insinuation et des Domaines porte que l'usine en question a été soumise pour 30 ans à la redevance de 5.000 livres à partir du 1^{er} janvier 1856. L'administration était donc arrivée à ses fins. Il aurait été intéressant de retrouver sa décision définitive qui, d'après les documents déposés aux Archives de la Haute-Savoie, ne paraît pas d'une légalité irréprochable.

§ 4. — Régime français.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1872, les occupations temporaires du domaine public sont permises aux particuliers, à titre précaire et révocable, moyennant une redevance perçue par l'administration des Domaines, en vertu de la loi du 26 décembre 1901, article 4.

Sur le lac d'Annecy, les autorisations d'amarrage de bateaux, d'établissement de pontons, de lavoirs, ports privés, bains, etc., sont

accordées à titre révocable en application du décret du 8 octobre 1901, article 64.

Une redevance est payée à la ville en vertu de la loi municipale du 5 avril 1884, article 133, § 7, pour les portions du domaine public lacustre situées dans le périmètre communal.

Par une clause devenue de style, l'arrêté préfectoral réserve toujours les droits des tiers. Et c'est avec juste raison, car l'usage collectif du domaine public étant diminué ou supprimé par les concessions de cette nature, un recours pour excès de pouvoirs permet aux tiers — généralement des riverains — de combattre les abus que l'administration pourrait commettre au détriment de leurs droits de riveraineté.

Ces droits ne dérivent ni de la loi, ni d'un acte public, et ont simplement leur origine dans une sorte de quasi-contrat formé entre les particuliers et l'Etat. Il en résulte que l'action des tiers ne peut se résoudre qu'en une obligation, une réparation pécuniaire et non par une remise en possession de leurs droits méconnus (1).

Le riverain du domaine public ne jouit pas à titre de propriétaire, puisque la propriété est incompatible avec la domanialité publique (article 538 C. C.), mais comme habitant, et c'est par conséquent « *jure civitatis* » et non « *jure servitutis* » qu'il pourra réclamer.

En ce qui concerne particulièrement notre sujet, le lac d'Annecy n'ayant pas pour destination de desservir les propriétés qui le bordent, ses riverains n'ont pas le droit de se plaindre si l'administration fait dans l'eau des installations qui, par exemple, gênent leurs vues.

§ 5. — *Concessions de grèves, d'alluvions; endiguements.*

RÉGIME SARDE.

Les concessions de grève domaniale étaient données sous forme emphytéotique (2).

Cot (3) définit ainsi l'emphytéose : « Contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble en cédait à quelqu'un la jouissance pour un temps et même à perpétuité à charge de redevance annuelle et d'améliorer l'immeuble concédé. »

Trois éléments constituaient ce contrat : 1° transmission du domaine utile ; 2° obligation de payer une rente annuelle ou canon emphytéotique en signe de reconnaissance du domaine direct ; 3° stipulation à long terme avec charge d'amélioration. Ces trois conditions étaient essentielles.

L'article 1941 du Code sarde a fait disparaître en 1837 toute la législation des concessions emphytéotiques qui depuis cette époque ont été considérées comme des ventes moyennant une rente

(1) Cass., 27 mai 1851. Cour d'Orléans, 5 mars 1869. Cass., 16 mai 1877.

(2) Décret de Ch.-Albert, du 10 août 1837, autorisant la commune de Duingt et divers de ses habitants de remblayer une partie du lac moyennant une redevance annuelle. Lettres patentes du 9 février 1836 au S. Desservettaz à Doussard. Dossiers déposés aux Archives départementales de la Haute-Savoie.

(3) Dictionnaire d'administration Sarde.

foncière. Les rentes foncières antérieures constituées à titre d'emphytéose, restaient réglées par les lois anciennes, mais les rentes perpétuelles devenaient rachetables, conformément aux prescriptions des articles 1943 et 1944 et des patentes du 6 décembre 1837, article 16. Le droit nouveau appelait bail toute concession temporaire d'immeuble moyennant redevance annuelle. Cette concession ne transférait aucun domaine au concessionnaire nonobstant toute clause contraire censée non écrite. Les baux d'immeubles ne pouvaient excéder 30 ans (1).

L'administration des finances sardes qui avait fait régulariser comme nous l'avons vu, les occupations temporaires du lac et des canaux, ses émissaires, entreprit de mettre fin aux occupations, sans autorisation régulière, du domaine de l'Etat.

A cet effet, elle dressa de 1848 à 1853 les plans et états des empiétements des riverains sur le lac d'Annecy.

Une loi du 23 mars 1853, titre II, article 12, prescrivait au Ministre des finances royales de dresser un inventaire définitif des biens fonds usurpés dont l'aliénation fut prescrite ensuite par un décret du 5 septembre 1858. Les ventes eurent lieu dans le courant des années 1859 et 1860, par actes d'adjudication, dans la forme suivante :

Terrain abandonné par le lac d'Annecy sur le territoire de la commune de.....

Monsieur X....., contenance Y....., pièce Z.....

Le 23 février 1859.

Signé : SALINO.

Approuvé par décret du Ministre des finances
du 26 avril 1859.

En dehors des cas de vente à l'amiable prévus par l'article 5 du décret du 5 septembre 1858, les riverains dont les propriétés étaient bordées par des terrains alluvionnaires à aliéner avaient un droit de préemption. Cela ressort d'une « déclaration du 20 février 1859 par laquelle le Conseil délégué de la commune de Doussard a cédé aux frères Masset tous les droits que la commune pouvait prétendre sur la parcelle d'alluvion n° 87 de la tabelle annexée au décret du 5 septembre 1858 ».

Même déclaration du sieur Tournier en faveur du sieur Mauris Jean-Jacques pour le n° 97 de la même tabelle (2).

De nombreuses cessions de terrains sous forme emphytéotique furent rachetées définitivement à la veille de l'Annexion, conformément aux dispositions du Code civil, articles 1943 et 1944. Par exemple, la redevance annuelle payée par la commune de Duingt et divers de ses habitants pour la concession qui leur avait été accordée par décret du 10 août 1837 (3), fut remboursée le 24 octobre 1859 à la suite du décret ministériel du 11 octobre 1859, autorisant son rachat.

(1) Cot, Dictionnaire d'administration Sarde.

(2) Archives départementales de la Haute-Savoie.

(3) Voir note 2, page 36.

Après la réunion de la Savoie à la France, les concessionnaires de parcelles vendues en 1859, avancèrent sur le lac, en le remblayant sans autorisation. En 1865, l'administration française ayant constaté de nombreux empiétements en fit l'observation aux intéressés qui demandèrent alors l'autorisation de conserver « sans paiement quelconque à l'Etat » les remblais usurpés sur les fonds domaniaux en face de leur concession.

Ils s'appuyaient sur ce fait que l'administration sarde les avait trompés sur la valeur du terrain cédé; qu'ils croyaient que la quantité portée « aux actes de vente était toute la surface en remblai dont chaque propriétaire pouvait disposer en face de son terrain et non seulement celle qui était portée sur les rentes emphytéotiques rachetées. »

Le service des ponts et chaussées constata sur place que la plupart des actes sardes accusaient des quantités inférieures à celles occupées effectivement.

Il en concluait, avec juste raison, que des empiétements avaient été faits sur le lac ou que les acquéreurs avaient demandé à acheter seulement de faibles portions de terrain pour éviter des impositions et occuper gratuitement le reste.

Cet avis provoqua diverses protestations contre les ingénieurs, qui furent même accusés d'être animés « d'un zèle irréfléchi ». (1)

L'administration préfectorale n'en poursuivit pas moins la régularisation de cette situation en autorisant la cession, par voie d'alignement, des terrains usurpés. L'arrêté préfectoral du 3 avril 1866 visait les actes sardes et la loi du 16 septembre 1807, article 53.

D'assez nombreux riverains refusèrent d'acheter. Ils perdaient ainsi le droit de préférence que leur accordait l'article 53 de la loi de 1807.

Leur jouissance gratuite ne pouvant être tolérée plus longtemps le Préfet ordonna, par arrêté du 17 novembre 1866, la remise des terrains empiétés aux Domaines. Cette opération, réalisée suivant procès-verbal du 13 juillet 1867, fut suivie d'une mise en location par voie d'adjudication du 15 août 1867.

L'administration semblait donc en avoir terminé avec cette question. Il n'en fut rien car les locataires ne purent jouir des terrains que les riverains refusaient d'abandonner.

Le directeur des Domaines ne pouvant faire rentrer les loyers proposa, en 1870, de replacer les terrains en litige sous la surveillance des ingénieurs. Un arrêté préfectoral du 9 février 1872 lui donna satisfaction.

Depuis cette époque, les riverains, anciens acquéreurs de parcelles sardes, jouissent gratuitement des remblais effectués devant leur propriété depuis 1860. Cette situation anormale est préjudiciable au Trésor public et créera, à la longue, de graves difficultés tant aux particuliers qu'à l'Etat.

La plupart des occupants sont vraisemblablement persuadés, qu'étant donnée leur jouissance plus que trentenaire, ils ne peu-

(1) Archives départementales de la Haute-Savoie.

vent plus être recherchés et que leurs droits de propriété sont définitivement reconnus par l'Etat.

L'administration aura d'autant plus de difficultés à vaincre leur résistance qu'elle attendra davantage pour faire valoir les droits du domaine. La preuve est qu'en 1889, à Talloires, de nombreuses protestations s'élevèrent contre l'administration qui avait décidé de vendre des terrains notoirement domaniaux.

En présence des vives récriminations des riverains touchés et eu égard au peu de valeur des terrains, les Domaines proposèrent au Préfet de surseoir « jusqu'après la délimitation régulière, des rives du lac, à toute question relative à la propriété des terrains empiétés sur le lac. »

Le Préfet rapporta, le 28 juin 1889, sa décision du 13 février 1889, ordonnant la remise aux Domaines des parcelles, situées à Talloires, qu'il voulait faire aliéner.

La question en est là.

Ce qui s'est produit en 1889 se reproduira fatalement le jour où l'administration voudra régler définitivement cette situation. Il est donc nécessaire de procéder promptement à sa régularisation par une délimitation générale du lac...

Les difficultés ne paraissent pas insurmontables si l'administration sait agir avec prudence et ne pas se montrer trop intransigente à l'égard des riverains. Le droit est pour elle, mais en la circonstance elle doit avoir raison avec tact.

La valeur des terrains empiétés n'est pas élevée. Et puisque l'Etat n'a pas cru, jusqu'à aujourd'hui, devoir en retirer les revenus qu'ils comportent, il ne peut refuser d'en céder la propriété à des conditions spéciales.

S'il est utile et de bonne administration de signaler aux intéressés qu'ils n'ont pu acquérir par simple occupation trentenaire, il ne serait ni juste, ni opportun, de les déposséder sans compensation. Ils ont, en effet, augmenté par leurs travaux la force productive du terrain, la plupart parce qu'ils étaient convaincus de leurs droits de propriété. Leur faire évacuer purement et simplement, comme le permet et même l'exige la loi, serait une faute, dont l'administration, soucieuse de la tranquillité publique, ne doit pas assumer la responsabilité.

S'il est nécessaire de faire appliquer la loi, il convient, en l'espèce, de signaler qu'en ne sévissant pas dès le début des empiétements, l'Etat a laissé se créer entre lui et les particuliers un accord tacite qui a été renforcé, en quelque sorte, par les abandons successifs des tentatives de régularisation proposées à l'administration préfectorale par les domaines. Les intéressés, privés brusquement de la jouissance à laquelle on les a laissés s'habituer, auraient donc, sinon en droit, du moins en équité, raison de se plaindre.

La délimitation s'impose. Pour cela il existe deux moyens : 1° L'application de la mappe cadastrale de 1730 ; 2° la fixation des points à la cote 447^m075, niveau légal du lac.

Le premier procédé, le plus sûr à l'égard de l'Etat, en démontrant l'existence d'empiétements, entraînera des complications par suite de l'opposition des occupants auxquels, s'ils refusent de déguerpir ou d'accepter le prix d'aliénation qu'on leur offrira, il devra être

dressé des contraventions de grande voirie. Cette procédure n'assurera pas sans difficultés la réussite de l'affaire.

Le second aurait le mérite de ne pas faire grief à la plupart des riverains. L'Etat y perdrait bien quelques mètres de terrain, mais étant donnée leur faible valeur, le préjudice subi serait peu important. L'Etat ne saurait s'en plaindre, du reste, puisqu'actuellement il ne touche pas leurs revenus. La situation matérielle ne serait pas changée. Quant aux parties de terrains empiétés situés à l'intérieur de la ligne des points du niveau légal, elles seraient aliénées à un prix assez faible pour ne pas provoquer de protestations. Ainsi les droits de l'Etat et des riverains, parfaitement déterminés à l'amiable, les empiètements futurs pourraient être facilement évités. En tous cas les délinquants sauraient à quoi ils s'exposent. Ils ne pourraient plus faire valoir les raisons invoquées aujourd'hui — sans droit c'est vrai — mais basées sur des faits difficiles à repousser par l'administration, coupable d'avoir trop retardé l'affirmation des droits de l'Etat.

§ 6. — REGIME FRANÇAIS.

Aux termes de l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807, le gouvernement peut concéder, « aux conditions qu'il aura réglées, les marais, lais et relais de la mer, le droit d'endiguage, les accrues, atterrissements et alluvions des fleuves, rivières et torrents, quant à ceux de ces objets qui forment propriété publique ou domaniale. »

Les concessions de grève du lac d'Annecy sont accordées en application de ce texte.

L'administration des Domaines, celle des Ponts et Chaussées et le Conseil d'Etat n'ont pas été toujours d'accord sur l'interprétation de cet article 41, notamment en ce qui concerne la concession aux riverains ou aux tiers, à l'amiable ou aux enchères publiques.

Les domaines disaient, avec juste raison, que si la loi permet de traiter de gré à gré, elle permet aussi d'adjuger. Et suivant cette opinion elle adjugeait. Pour éviter les complications qu'entraîne toujours l'émission d'un décret, l'administration générale des finances avait prescrit, le 30 avril 1879, de procéder par voie d'adjudication publique, après adhésion des intéressés et engagement écrit de couvrir d'une enchère la mise à prix.

Les riverains, appelés à adhérer au mode d'aliénation par voie d'adjudication publique, pouvaient-ils s'y opposer ?

Dans la discussion de la loi de 1807, au sujet de l'article 41, le tribun Challan s'était exprimé ainsi :

« Le titre X de la loi déroge aux principes sur l'aliénation des domaines nationaux. Mais si l'on considère que la nature des biens qui y sont désignés *ne permet pas de les soumettre aux hasards de la concurrence*, soit parce qu'il dépendent de travaux faits ou à faire, soit parce qu'ils ne peuvent être acquis que par des particuliers qui jouissent des propriétés adjacentes, on sentira la nécessité de donner au gouvernement la faculté d'en disposer d'une manière utile aux intérêts du Trésor public et avantageuse aux particuliers. »

Le Conseil d'Etat, de son côté, dans un avis de principe des 11 mai-29 juin 1881, a estimé qu'il ne saurait être question de concéder à d'autres qu'aux riverains le droit d'endiguage sur les cours d'eau.

Les travaux parlementaires et la jurisprudence reconnaissent donc aux riverains le droit de s'opposer à l'aliénation par voie d'adjudication.

En fait, les domaines procédaient, pour les grèves des lacs de Haute-Savoie, contrairement à ces indications du législateur et du Conseil d'Etat.

Aucune difficulté ne s'est produite, parce que toujours les riverains devenaient acquéreurs.

Mais si des tiers les avaient évincés, il paraît douteux qu'on ait pu leur opposer leur consentement à l'adjudication. Dans deux cas des difficultés faillirent se produire. La ville d'Evian, en 1888 et un particulier en 1897, furent déclarés adjudicataires de parcelles de grève du lac Léman, situées au droit de terrains dont la propriétaire avait vainement essayé de se rendre acquéreur (1).

Celle-ci n'eut pas à souffrir de ces concessions, car elle vendit ses propriétés au particulier adjudicataire. Mais si ce tiers n'avait pas pu réaliser cet achat, la propriétaire évincée aurait vu sa propriété perdre de ce fait la plus grande partie de sa valeur.

La loi, la jurisprudence et l'équité sont donc d'accord pour reconnaître que les concessions de grèves ne peuvent être faites qu'aux riverains.

Contrairement à l'avis des Domaines, le Ministre des travaux publics était partisan de la concession au riverain, sauf le cas où il renonçait à son droit de préemption. Il n'était pas, à son avis, nécessaire de recourir à un décret puisque, d'après le Conseil d'Etat, les lacs ne sont pas assimilables aux cours d'eau navigables.

Cette dernière solution a été admise sans protestation par des concessionnaires de grèves du Léman et du lac d'Annecy (2).

Avant d'adopter cette procédure, l'administration avait tourné les difficultés soulevées par ces divergences d'opinion en accordant les concessions, non en vertu de l'article 41, si contesté, mais de l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807, relatif aux alignements, et de la loi du 24 mai 1842, article 2, sur le déclassement des routes nationales.

C'était l'assimilation pure et simple des cours d'eau aux routes de terre.

Le Conseil d'Etat, en 1857, condamna ces errements, qui cependant furent encore suivis. Un avis de la Haute Assemblée, des 11 mai-29 juin 1881, mit définitivement fin à cette pratique en ces termes :

« Considérant qu'il y a un intérêt incontestable, au point de vue du développement de la production nationale, à ce que les atterrissements en voie de formation *le long des cours d'eau navigables et flottables*, puissent être concédés à l'agriculture pour être cultivés ou plantés avant l'époque de leur complète maturité toutes les fois que cette mesure est conciliable avec les exigences du service de la navigation et l'intérêt du libre écoulement des eaux ;

(1) Archives départementales.

(2) Décision ministérielle du 27 octobre 1899, aff. Girod, Archives départementales.

Que les concessions de ce genre ont eu lieu habituellement, jusqu'à ces dernières années, par application de l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807 ; qu'ainsi, par de simples arrêtés préfectoraux, rendus sur le rapport des ingénieurs, après autorisation du Ministre des travaux publics, l'administration a cru pouvoir distraire du domaine public et aliéner en toute propriété, en faveur des riverains, les atterrissements en voie de formation le long des rives dont l'exhaussement naturel ou artificiel ne présentait aucun inconvénient pour le service de la navigation et le facile écoulement des eaux de crue ;

Que, sans aucun doute, cette procédure joint à l'avantage d'une grande simplicité de forme celui d'un respect scrupuleux pour les *droits éventuels à la propriété des atterrissements dont il s'agit, que les riverains tiennent de l'article 556 du Code civil*, mais qu'elle est en complète opposition avec le texte et l'esprit de la loi du 16 septembre 1807, en même temps qu'avec les principes généraux qui sont admis aujourd'hui relativement aux pouvoirs de l'administration dans la délimitation du domaine public fluvial ou maritime.

En effet, d'une part il est manifeste, quand on rapproche le texte de l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807 de ceux des articles de la même loi qui le précèdent et qui le suivent, que les expressions « *voies publiques* » visent exclusivement les voies terrestres.

D'autre part, le dit article ne saurait être étendu aux cours d'eau par analogie et assimilation ; tout d'abord, une pareille extension ne tendrait à rien moins qu'à reconnaître à l'administration, sur les voies fluviales, le droit d'alignement dont l'article 53 suppose l'exercice préalable, c'est-à-dire un pouvoir discrétionnaire de délimitation que la législation n'a pas consacré en cette matière et que repousse une jurisprudence déjà longue du Conseil d'Etat statuant au contentieux et la jurisprudence récente du tribunal des conflits que les concessions de droit d'endiguage sur les fleuves, dont il est question dans la disposition précitée, ne peuvent s'entendre que des concessions d'atterrissements en voie de formation le long des rives, avec obligation ou faculté d'exécuter certains travaux destinés à en hâter la maturité ; *dès lors que c'est à l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807 qu'il est non seulement rationnel mais nécessaire de recourir pour les concessions dont il s'agit.*

Les concessions de grèves sont accordées par arrêtés préfectoraux dans les formes suivantes :

Le Préfet de la Haute-Savoie,

Vu la pétition en date du , par laquelle M. , demeurant à , demande la concession d'une parcelle de la grève domaniale du lac d'Annecy, située sur le territoire de la commune d ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle cette demande a été soumise, conformément à l'Ordonnance du 23 septembre 1825 ;

Vu les propositions de MM. les Ingénieurs des ponts et chaussées ;

Vu le plan des lieux et l'estimation de la parcelle à aliéner ;

Vu l'avis de M. le Directeur des Domaines ;

Vu la décision en date du , par laquelle M. le Ministre des Travaux publics a autorisé l'aliénation de la parcelle ;

Vu l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807 ;

Vu l'Instruction générale de l'Administration des Domaines du 1^{er} avril 1879 ;

Considérant que la parcelle dont l'aliénation est demandée peut être retranchée sans inconvénients du domaine public et qu'il importe de prévoir, dès maintenant, les conditions à imposer au pétitionnaire dans l'intérêt de la navigation, si la concession est réalisée ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La parcelle de la grève domaniale du lac d'Annecy dont M. demande à faire l'acquisition est retranchée du domaine public et remise à l'Administration des domaines ;

Art. 2. — Si l'Administration des Domaines l'aliène au profit du pétitionnaire, les conditions ci-après devront lui être imposées dans l'intérêt du service de la navigation ;

Art. 3. — M. est délégué pour recevoir, avec le concours de M. le Receveur des Domaines à et d'un Agent du service des ponts et chaussées, l'acte administratif à intervenir ;

Art. 4. — Ampliation du présent arrêté sera adressée : 1^o à M. le Maire pour notification à M. ; 2^o à M. le Directeur des Domaines, avec le dossier de l'affaire ; 3^o à M. l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Dans l'avis sus-visé, des 11 mai-29 juin 1881, le Conseil d'Etat a recommandé à l'administration de réserver les concessions de grèves domaniales aux riverains des cours d'eau.

La même assemblée, dans un arrêt du 30 mai 1884 (aff. Duffour) a reconnu à l'administration le droit d'autoriser, sous la réserve des droits des tiers, l'exécution, dans le Lac Léman, de travaux ayant pour objet de soustraire une parcelle du lac à l'action des eaux et d'en permettre l'aliénation. L'Etat peut donc concéder une parcelle des lacs à charge d'endiguage, *malgré l'opposition des tiers*.

Il ne reste à ceux-ci que la ressource de faire valoir le préjudice qui leur est causé par les travaux.

Enfin, dans un avis du 30 mai 1905, sur le projet d'endiguement d'une parcelle du lac d'Annecy (1), la même assemblée a donné un avis défavorable à l'aliénation de parties de grève.

En présence de ces décisions contradictoires, quelle attitude doit prendre l'administration ?

L'avis du 11 mai-29 juin 1881 vise explicitement les cours d'eau navigables et flottables et s'appuie sur l'article 556 du Code civil, sans tenir compte de l'article 558. Il ne peut donc être invoqué dans la question des lacs.

Le second traite une question d'espèce relative au lac Léman, qui peut être étendue aux autres lacs. Mais il ne tient aucun compte des droits des riverains, qu'elle laisse désarmés devant l'Etat.

La troisième décision, concernant le lac d'Annecy, s'inspire de la première, car le refus d'approuver le décret de concession d'endiguage proposé par le Ministre était basé sur ce que le demandeur en concession n'avait pas acquis toutes les propriétés riveraines ou, au moins, les droits de tous les riverains des parties du lac à remblayer.

(1) Aff. Saturnin Fabre, Archives départementales.

Législation

La question semble, d'après ces avis, résolue en faveur des riverains.

Il convient maintenant de rechercher en vertu de quel texte toutes les concessions doivent être données. La loi de 1898 ou celle de 1807 ?

L'article 37 de la loi du 8 avril 1898 prévoit l'hypothèse suivante :

« Si un fleuve abandonne brusquement son lit pour s'en former un autre, les nouveaux riverains peuvent acquérir les terrains abandonnés, ou à défaut recevoir une indemnité provenant de leur vente par l'Etat. »

Il est évident que ce texte n'est pas applicable aux lacs, dont il est difficile de concevoir le changement de lit.

D'après l'article 38, si, par suite de travaux, une partie d'un fleuve est enlevée au domaine public, les riverains peuvent l'acquérir par droit de préemption.

Bien que dans cette hypothèse les eaux courantes soient expressément visées, on peut soutenir que l'article 38 est applicable aux lacs dont il n'est pas impossible de voir une partie ou la totalité être soustraite au domaine par suite de remblaiement. Cependant il leur est étranger. L'esprit de la loi l'indique clairement. En effet : 1° Ce texte sanctionne justement la jurisprudence du Conseil d'Etat, découlant de l'avis sus-visé des 11 mai-29 juin 1881 qui, nous l'avons vu, n'est pas applicable aux lacs. Il régularise, en outre, en ce qui concerne les bras et portions de lits supprimés des rivières navigables, l'extension du privilège attribué par l'article 3 de la loi du 3 mai 1842 aux propriétaires riverains de chemins publics à déclasser. Or, ce privilège est la compensation du préjudice que cause la suppression de ces voies à ceux qui y avaient accès, et pour les parties de ces voies dont la destination était de leur fournir cet accès. Les lacs ne sont pas des voies publiques spécialement destinées à desservir les riverains ; ceux-ci ne peuvent dès lors prétendre au droit de préemption prévu par l'article 38 de la loi du 8 avril 1898, comme du reste cela se fait sur les rivages de la mer.

2° Le droit de préemption des riverains est la juste compensation de la perte du droit éventuel à l'alluvion qui, après le retrait des eaux, ne peut plus se produire à leur profit. Or, le riverain d'un lac n'a pas droit à l'alluvion ; il ne peut par conséquent invoquer ce droit éventuel et par suite exercer la préemption dont l'unique base ne pouvait être qu'un droit inexistant.

La loi de 1898 n'est donc pas applicable.

Celle du 16 septembre 1807 l'est-elle ? L'affirmative est certaine ; l'article 41 de cette loi concerne, il est vrai, les droits d'endiguage des fleuves, rivières, torrents, de la mer... ; les lacs ne sont pas compris dans cette énumération, mais on sait qu'ils figurent (article 538 du Code civil) dans la portion du domaine public non susceptible de propriété privée. A ce titre ils entrent dans l'expression de l'article 41 : « objet qui forme propriété publique ou domaniale », et par suite sous l'application de cette loi du 16 septembre 1807.

L'administration, malgré l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 mai

1884, réserve les concessions de grève aux riverains, sauf, avons-nous dit, abandon par eux de leurs droits de riveraineté.

Cette solution est-elle exacte ?

La loi de 1898 n'étant pas applicable aux lacs, pas plus que l'avis du Conseil d'Etat de 1881, l'avis de cette haute assemblée du 30 mai 1905 seul la justifie. On ne peut, après lui, qu'invoquer des arguments de sentiment.

Les riverains des lacs n'ont pas de droits réels ou éventuels définis par des lois. Ils jouissent seulement d'avantages d'une valeur souvent considérable résultant de la situation de leurs immeubles, tels que : puisage, écoulement d'eaux pluviales ou ménagères, abordage en bateau, pêche à la ligne, et particulièrement au bord du lac d'Annecy droit de vue, très apprécié en raison de la beauté du paysage.

Ces « quasi-droits » appartiennent à tous, riverains ou non ; mais les premiers ont en quelque sorte un droit plus important en raison même des facultés qu'ils ont d'en jouir.

Une concession devant leur propriété ne peut que leur causer des dommages et, en supposant qu'une indemnité leur soit accordée, presque jamais, sinon jamais, ils ne seront véritablement compensés. Il sera, en effet, toujours difficile d'apprécier à sa juste valeur le préjudice causé, et l'indemnité, pour si exacte qu'elle soit, ne remplacera pas, dans la plupart des cas, la jouissance en nature qu'avait le riverain.

Il est donc juste et équitable que l'Etat, maître de la concession à accorder, adopte la solution la plus favorable à la propriété riveraine.

Il serait désirable que, dans cette juste appréciation, l'administration fût soutenue par un texte clair et précis, qui éviterait l'application toujours possible de la solution trop absolue de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 mai 1884.

CHAPITRE VI

La Pêche

Parmi les produits naturels du domaine public figure le produit de la pêche, amodiée au profit de l'Etat depuis les premiers temps de la monarchie. A cet égard notre législation n'est pas, contrairement à ce qui existe généralement, calquée ou tout au moins inspirée du droit romain, qui n'avait soumis à aucune entrave l'exercice de la pêche fluviale.

§ 1^{er}. — Sous le régime sarde, la pêche du lac d'Annecy était soumise aux dispositions des royales constitutions de 1770, titre VII, livre VI, articles 11 et 12. L'Etat concédait par baux le droit de pêche dans les parties du lac dont il était propriétaire.

Les autres parties, cédées à perpétuité par les souverains, n'étaient plus en fait dans le domaine royal : les concessionnaires seuls y exerçaient le droit de pêche.

Une concession des plus importantes accordée par la couronne comprenait la portion du lac d'Annecy dite « Petit Lac », située en amont d'une ligne tirée de la presqu'île de Duingt au Roc de Chère. Cette concession, accordée en 1681 à Joseph de Monthoux, par Victor-Amédée de Savoie, fut successivement vendue, en mars 1696, à François de Montpiton; en avril 1696, à Jean-Melchior de Gruel; le 3 février 1740 à la famille de Sales (1).

Il n'y a rien de particulier à signaler sur la pêche pendant la période sarde antérieure à la première annexion à la France.

§ 2. — Période de 1792 à 1815.

La Convention nationale, par décret du 6 juillet 1793, confirmé par celui du 30 juillet suivant, avait aboli le droit exclusif de pêche, sauf le cas où il serait justifié d'une concession primitive établie et énoncée dans un acte primordial d'inféodation, d'acensement ou de bail à cens.

Aux termes du titre V, article 12, de la loi du 14 floréal an X, il fut interdit, à compter du 1^{er} vendémiaire suivant, de pêcher dans les fleuves navigables et flottables sans être muni d'une licence ou avoir été déclaré adjudicataire de la ferme de la pêche, dont la police appartenait au service des Eaux et Forêts depuis le 16 juillet 1798.

En exécution de cette loi et de l'arrêté du gouvernement du 11 brumaire an XII, qui assimilait les lacs, notamment celui d'Annecy,

(1) Acte Bourbon, notaire à Annecy, insinué le 5 février 1775. Archives départementales de la Haute-Savoie.

aux fleuves et rivières navigables, le Préfet du département du Mont-Blanc annonça la mise en adjudication de la pêche par arrêté du 8 germinal an XII.

En vertu du décret du 6 juillet 1793 cet arrêté invitait « ceux qui prétendent » avoir quelques droits de propriété à la pêche sur les portions de fleuves, rivières et lacs ci-devant détaillés, à envoyer au Conservateur des Forêts leurs titres et d'y joindre des mémoires instructifs afin qu'il soit sursis, s'il y a lieu, à l'adjudication sur ces portions. »

Deux pétitions (1) se produisirent à la suite de cette invitation de l'administration :

La première émanait d'un citoyen du hameau d'Albigny, commune d'Annecy. A l'appui, l'intéressé présentait une reconnaissance du 16 juillet 1620, portant que « le père de son trisaïeul, dans la concession énoncée du ci-devant duc de Genevois, prince de Nemours, confesse être pêcheur d'Albignie, et tant lui que les autres pêcheurs devoir au seigneur et aux siens tous les ans 30 sols genevois ».

La deuxième était présentée par le maire de Sévrier, commune riveraine du lac d'Annecy. Il alléguait, en faveur des habitants de sa commune, une possession immémoriale de divers droits, notamment de celui de pêcher quand bon leur semble « en vertu de lettres-patentes par eux obtenues des comtes de Genevois, et d'une transaction du 21 mai 1706, avec le seigneur du lieu François-Nicolas de Monpiton, qui avait succédé aux droits de son Altesse Royale ».

Cette transaction avait été consentie moyennant le paiement de 4.000 florins et d'une redevance annuelle de dix deniers genevois.

Par arrêté du 13 germinal an XII, le Conseil de Préfecture du département du Mont-Blanc rejeta ces prétentions par les mêmes considérants :

« Le Conseil de Préfecture du département du Mont-Blanc,

« Considérant que, par les articles 12 et 14 de la loi du 14 floréal an X et par l'arrêté du gouvernement du 17 nivôse an XII, la faculté de pêcher dans les rivières navigables et flottables, autrement qu'à la ligne flottante et à la main, est interdite, sans distinction, à quiconque n'est ni fermier de la pêche ni pourvu d'une licence ;

« Considérant que les lacs dépendant du 17^e arrondissement forestier, et notamment celui d'Annecy, sont assimilés aux fleuves et rivières navigables par l'arrêté du gouvernement du 11 brumaire an XII ;

« Considérant que, d'après ces dispositions générales, l'exception proposée par le pétitionnaire ne peut être admise par l'autorité chargée de l'exécution ;

« Considérant d'ailleurs que la charge sous laquelle la faculté de pêcher fut accordée suivant la reconnaissance sus-énoncée ne saurait être maintenue (affaire d'Albigny) ;

« Considérant d'ailleurs que la charge annuelle sous laquelle la faculté de pêcher fut admise par la transaction du 25 mai 1706 ne saurait être maintenue (affaire de Sévrier) ;

(1) Archives départementales de la Haute-Savoie,

Consistant en une redevance perpétuelle qui est dans la catégorie de celles qui ont été supprimées par les lois des 25 août 1792 et des 10-30 juillet 1793 ;

« Considérant que cette reconnaissance n'attribuant aux pêcheurs que la « faculté de pêcher » et non la propriété de la pêche, la suppression de la redevance ne saurait leur profiter comme propriétaires, vu surtout qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790 et l'article 538 du Code civil, les eaux dont il s'agit sont considérées comme une dépendance du domaine public,

« Passe à l'ordre du jour. »

Chambéry, 13 germinal an XII de la République française une et indivisible.

Le droit de pêche, adjugé pour neuf années, fut amodié de nouveau en 1812 sans difficulté.

Nous avons vu que la famille de Sales était propriétaire du droit de pêche sur une partie du lac d'Annecy depuis 1740. En fut-elle dépouillée en vertu de la loi du 30 juillet 1793 et du décret du 11 avril 1810, qui avait déclaré cette loi applicable aux particuliers possesseurs de droits de pêche ?

Aucun document n'a été trouvé aux archives départementales de Chambéry et d'Annecy qui indique expressément que cette famille ait protesté contre la mise en adjudication de la pêche ordonnée par le Préfet du Mont-Blanc.

Aux archives de la Haute-Savoie existent deux pièces qui permettent cependant d'affirmer l'existence de sa dépossession. Un acte de délimitation du droit de la famille de Sales, dressé en vertu d'ordres de l'Intendant général des finances sardes, et un rapport d'expert, au vu desquels une ordonnance camérale (1), en date du 24 décembre 1822, insinuée à Annecy le 7 janvier 1823, a remis la famille en question en possession des droits de pêche sur le lac d'Annecy, dont elle jouissait antérieurement au 22 septembre 1792.

Nous verrons comment l'Etat français, après la deuxième réunion de la Savoie, reprit ces droits de pêche (2).

La période troublée de 1813 à 1815 a donné naissance à des difficultés intéressantes entre les adjudicataires de la pêche du lac et les administrations française et sarde.

Le Préfet du Mont-Blanc avait renouvelé, en 1812, les baux de pêche du lac d'Annecy pour une période de neuf années, à partir du 1^{er} janvier 1813.

Le 4 décembre 1814, invité à payer les termes échus, l'adjudicataire fit opposition à la contrainte délivrée contre lui par le receveur des domaines, et demanda au Tribunal civil d'Annecy la résiliation de son bail « en raison de la guerre, qui avait mis obstacle à sa jouissance et détruit le poisson », soit une réduction de prix de ferme conformément à l'article 1722 du Code civil.

L'administration française des domaines répliqua par une demande tendant au dessaisissement du Tribunal civil, les décrets

(1) La Régia Caméra : Chambre Royale, Conseil du Roi.

(2) Voir page 52.

des 19 mars et 22 mai 1810 déclarant les réclamations de cette nature de la compétence exclusive des Conseils de Préfecture.

Les événements politiques interrompirent l'instance.

La Savoie redevenue sarde, l'intéressé persista dans son refus de payer et demanda une indemnité. Sa supplique mérite d'être reproduite, au moins en partie :

Au Seigneur Intendant de la province de Genevois,

Je prends la liberté de vous présenter, M. le Comte, que si, jusqu'à présent, le Gouvernement n'a donné aucune disposition contraire au maintien du règlement sur la pêche qui était en vigueur sous le Gouvernement français, il n'a aussi pris aucune mesure analogue pour que les baux puissent recevoir leur exécution.

L'édit du 22 décembre 1815 supprime les droits féodaux. Comme le droit de pêche dans le lac d'Annecy ne dépendait antérieurement, et pour la plus grande partie, que de la puissance féodale, les habitants des communes voisines du lac ont cru et raisonnablement pu croire que ce droit était compris dans la suppression. Ils ont agi et agissent toujours en conséquence, vous en êtes sans doute instruit, Monsieur le Comte. Il ne paraît pas que les règlements sur la pêche, promulgués seulement de la part du Gouvernement français, depuis le 21 septembre 1792, puissent être suivis, puisque, selon l'article 1^{er} de l'édit précité, *les lois alors existantes doivent cesser d'être observées.*

Il est donc certain que le fermier de la pêche est privé des avantages, ou tout au moins des facilités que lui assuraient un bail et les lois en vigueur à sa date. Il ne peut faire dresser des procès-verbaux, ni provoquer de peines ou d'amendes contre les délinquants. Les agents forestiers ne sont plus à sa disposition. L'objet n'était pas assez important pour qu'il nommât dans le temps des gardes-pêche, il ne serait pas autorisé à en nommer, ni à les employer actuellement. Il ne peut établir la contravention que par le témoignage incontestable de deux individus hors de reproches ; ses agents seraient ainsi récusables, et comme les témoins ne peuvent être aussi multipliés que l'exigeraient les localités et les délinquants, le fermier est presque réduit à l'impossibilité de surveiller et empêcher les atteintes à ses droits. Les choses ne sont donc plus, sous aucun rapport, dans le même état, et elles ne peuvent obtenir le même résultat.

D'ailleurs, il s'agit de défaut de jouissance pour le temps passé, et dont l'effet s'étend à l'avenir. Le fermier n'a pas pris le bail à ses périls et risques. La garantie étant de droit, l'équité et la justice repoussent l'idée qu'un fermier supporte les pertes occasionnées par les événements de guerre ou force majeure. Il n'a pu faire constater ces pertes, puisqu'il est notoire que les agents de l'autorité étaient absents ou sans force.

Afin d'écarter des souvenirs douloureux et ne pas abuser de vos moments, si précieux pour le bien public, le suppliant se borne à vous rappeler « que non seulement il a été privé de jouissance pendant la moitié au moins des années 1814 et 1815, mais encore que pendant cet intervalle et surtout dans le temps de frai, les propriétaires riverains du lac ont employé des procédés illicites pour pêcher et détruire le poisson, que le suppliant éprouve ainsi des dommages considérables pour le passé et l'avenir, et que son indemnité doit être calculée sur cette double base : *qu'en 1815 le suppliant a résisté aux offres séduisantes et aux ordres menaçants des agents, soit français, soit autrichiens, pour conserver en faveur du trésor de notre Auguste Souverain la somme qu'il avait l'intention de payer* » (on sait que les Autrichiens offraient le rabais de moitié aux débiteurs de l'Etat qui payeraient entre leurs mains) ; que tous les papiers relatifs à cette affaire sont égarés sans sa faute ; que l'ancien direc-

teur des domaines et le conservateur forestier admettaient eux-mêmes le principe d'une indemnité en faveur du suppliant ; que par une fausse interprétation de l'édit royal du 22 décembre dernier, de très grands abus ont ainsi eu lieu pour la pêche pendant les mois échus de 1816, et surtout durant l'inondation qui a répandu le poisson dans les marais ; que le suppliant ne peut disposer du troisième cantonnement du lac, remis exclusivement à M. le marquis défunt de Chevellu, mort sans descendants au service de Sa Majesté ; que les faits soutenus par le suppliant sont de notoriété publique et connus de tous et de M. l'Inspecteur de l'insinuation ; qu'il n'est pas raisonnable qu'un individu soit seul victime des malheurs publics dont le Gouvernement paternel cherche à alléger le poids, et que l'objet de la réclamation du suppliant est très conséquent pour lui, et sans importance pour le Gouvernement.

Le suppliant, plein de confiance en votre équité, ne croit pas devoir continuer la demande judiciaire qu'il avait intentée contre l'administration française ; il laisse à votre sagesse de prendre les mesures convenables pour fixer son indemnité, ou la réduction de son fermage à deux cents francs, à compter du 1^{er} janvier dernier.

Enfin le suppliant ne cherche pas à trouver des délinquants, il désire au contraire prévenir des contraventions, en invoquant la garantie qui lui est légitimement promise, et à ces fins il recourt à ce qu'il vous plaise, M. le Comte, donner des ordres aux agents forestiers de seconder le suppliant dans l'exercice de la pêche, et de dresser des procès-verbaux en cas de contraventions.

Inviter MM. les syndics des communes de Sévrier, Saint-Jorioz, Duingt, Lathuille, Doussard, Talloires, Menthon, Veyrier et Annecy-le-Vieux, à faire connaître publiquement à leurs administrés que l'édit royal du 22 décembre 1815 ne supprime pas le droit de pêche remis à bail au suppliant, que celui-ci, étant obligé de payer un fermage, doit jouir de la plénitude de ses droits et obtenir protection des autorités, et que tous ceux qui ne sont pas autorisés par le suppliant, et qui seraient surpris en contravention, soient passibles des amendes et dommages prononcés par les règlements.

Fait à Annecy, le 20 août 1816.

Le pétitionnaire invoquait encore l'article 1722 du Code civil français.

L'administration sarde se demanda s'il convenait d'abandonner purement et simplement la redevance payée par l'adjudicataire, en acceptant la résiliation du bail, ou bien s'il y avait lieu d'exiger la continuation de la location aux conditions fixées par l'administration française.

L'inspecteur de l'insinuation estimait que « le bail en question n'avait rien de contraire aux lois et règlements sardes alors en vigueur, qui n'avaient pu détruire ce qui avait été légalement fait pendant le régime français ».

Les finances royales ne devaient pas, à son avis, renoncer au revenu du droit de pêche sur le lac d'Annecy.

Ce fonctionnaire ne répondit pas à l'argument tiré de l'article 1722 du Code civil français.

Nous pouvons y suppléer rétrospectivement. Cet article n'était pas applicable. En l'espèce il aurait fallu, d'après ce texte, que la chose fût détruite en entier ou en partie pour qu'il y ait lieu à résiliation ou diminution de prix. Il est évidemment certain que les événements politiques de l'époque n'avaient pas détruit la chose

louée qui était le lac ou l'usage exclusif de la pêche sur ce lac. Cette chose doit être regardée, par sa nature, comme indestructible, les cas fortuits étant sans effet sur elle.

Les fonctionnaires sardes proposèrent enfin le maintien du bail, sauf réduction du prix, mais pour un motif inattendu, étranger au droit.

Leur rapport concluait à la réduction du loyer « parce que les délégués illustres d'un gouvernement paternel ne pouvaient se montrer moins généreux que ceux du gouvernement français qui avaient réduit le fermage des pêcheurs du lac du Bourget, également frappés par les événements militaires. » (1)

Dans sa délibération du 4 octobre 1817, approuvée le 8 suivant par le roi, la cour des finances royales ramena de 375 à 200 fr. le prix de la ferme depuis le 1^{er} janvier 1814 jusqu'à l'expiration du bail, sous la condition que « l'intéressé ne demanderait aucune indemnité pour la non-jouissance et dommages soufferts par le passé. »

A la veille de la réunion de la Savoie à la France, le Conseil municipal d'Annecy, ému de la destruction du poisson, décida, le 11 juin 1859, de recourir aux procédés qu'offre la « science moderne » de la pisciculture pour repeupler le lac.

Afin d'être complètement libre et de surveiller avec efficacité l'exécution de son projet, la ville demanda à la famille de Sales de lui racheter ses droits de pêche et à l'administration des finances royales la cession entière et définitive de la propriété du droit de pêche, moyennant le prix de 6.000 livres neuves, dont l'intérêt à 5 0/0 correspondait au prix de la ferme.

La famille de Sales accepta le rachat, moyennant un prix à débattre. Mais le gouvernement sarde déclara que, d'après les lois en vigueur, il ne pouvait aliéner aucun droit du domaine public, mais seulement en concéder la jouissance à la ville pour 30 ans, aux conditions suivantes :

« 1° La ville paierait une redevance annuelle de 350 fr. à partir du 1^{er} janvier 1861, époque à laquelle les baux en cours pouvaient être résiliés.

« 2° Les finances royales auraient le droit de disposer des terrains des rives abandonnées par le lac et de concéder aux propriétaires riverains la faculté d'établir les digues qui seraient demandées et jugées non préjudiciables au régime des eaux du lac ou de la navigation. »

Le Conseil municipal répliqua en faisant observer que « la défense d'aliéner une partie des droits inhérents à la propriété du lac comme appartenant au domaine public n'était pas tellement fondamentale et formelle qu'il ne puisse y être dérogé par une loi de l'Etat, puisque déjà le gouvernement avait aliéné, dans le courant de l'année, un grand nombre de parcelles de terre existantes sur les bords et dans le lit même du lac (2) et se réservait cette faculté dans

(1) Cette assertion a été vérifiée et reconnue exacte : Par arrêté du Conseil de Préfecture du département du Mont-Blanc, du 19 septembre 1814, le fermage des pêcheurs du Bourget fut en effet réduit en raison des faits de guerre des premiers mois de l'année. Archives départementales de la Savoie à Chambéry.

(2) Voir page 37.

la concession temporaire de jouissance qu'il se montrait disposé à faire ».

Il maintenait sa demande d'abandon en toute propriété et à perpétuité du droit de pêche, déclarant ne pas acquérir la propriété du fond et des rives, qui doivent rester propriété du domaine.

A défaut d'abandon perpétuel, il sollicitait la jouissance pour 99 ans au moins.

Le retour de la Savoie à la France mit fin à ce projet.

§ 3. — Au moment de l'annexion, la pêche dans les cours d'eau français était régie par la loi du 15 avril 1829, appliquée dans chaque département par un arrêté préfectoral discuté au Conseil général et homologué par le gouvernement.

Ces règlements particuliers déterminaient les temps, saisons et heures pendant lesquels la pêche était interdite, ainsi que les filets, engins et procédés de pêche qu'il convenait de prohiber comme nuisibles au repeuplement des eaux.

Les lacs de Nantua et de Sylans étaient compris au nombre des cours d'eau déclarés navigables par l'ordonnance du 10 juillet 1835. L'administration en deduisit que le lac d'Annecy serait également classé, et dès 1861 se préoccupa de sa réglementation.

L'arrêté préfectoral réglementaire intervint, sur avis favorable du Conseil général de la Haute-Savoie, du 23 mars 1861.

Il devait s'appliquer indistinctement à tous les lacs et cours d'eau du département, *même avant l'expiration des baux antérieurs à l'annexion, aux parties amodiées*, les fermiers étant tenus par une clause du bail de subir toutes les conditions nouvelles d'exploitation.

En fait, les amodiations de la pêche consenties par le gouvernement sarde en août 1857, pour 6 années, furent résiliées, sur la demande des intéressés, notamment celle du lac d'Annecy, par arrêté du Ministre des finances du 30 juin 1862.

La réadjudication eut lieu immédiatement pour la pêche des cours d'eau du département, à l'exception du lac, dont une partie était concédée à la famille de Sales.

L'administration, désireuse de louer la pêche du lac en entier, demanda, en 1861, à cette famille, de céder ses droits pour en faire hommage à l'empereur.

Elle s'y refusa. Plus tard, le Préfet réitéra sa demande, en raison de travaux de pisciculture projetés. La famille déclara qu'elle ne voulait pas aliéner ses droits, mais qu'elle consentait à concourir aux frais de repeuplement du lac.

L'amodiation de la pêche fut faite sur la partie disponible du lac, en attendant la solution des démarches que l'administration continuait auprès de la famille de Sales.

Finalement l'expropriation fut prononcée par jugement du 7 juillet 1886.

A partir de cette époque la pêche du lac d'Annecy, en entier, put être adjugée au profit de l'Etat, suivant les formes prévues par la loi du 15 avril 1829, modifiée et complétée par les lois des 6 juin 1840, 18 novembre 1898 et 20 janvier 1902.

Sur le lac du Bourget, il existe encore une concession accordée, le 5 février 1366, par titre d'albergement du comte Amedée de Savoie, confirmé par un arrêt de la Chambre des comptes de Savoie du

4 août 1817 et une ordonnance de l'Intendant général de Savoie du 5 août 1818.

Des contestations s'élevèrent, en 1861, entre le concessionnaire et l'administration. Le rachat, demandé par l'intéressé lui-même, fut ajourné, le service des Ponts et Chaussées trouvant ses prétentions trop élevées.

La pêche du Bourget n'est donc amodiée que sur une partie du lac (1).

C'est regrettable ! Le revenu annuel dont l'Etat est privé par suite de ce privilège est peu important, et à lui seul ne justifierait peut-être pas le rachat ; mais nous croyons cependant qu'il serait opportun de faire cesser cette situation. Un privilège de cette nature n'est pas compris, surtout des adjudicataires de la pêche, qui n'y voient qu'un reste de l'ancien régime blessant à la fois leur amour-propre de citoyens et leur intérêt matériel de pêcheurs. Il est difficile, en effet, de leur faire admettre que le seigneur de l'endroit jouisse gratuitement d'un droit pour lequel ils sont obligés de payer une redevance à l'Etat.

Il se produit en outre des conflits entre les pêcheurs et les gardes-pêche du concessionnaire qui, avec raison du reste, veulent interdire la pêche dans la partie du lac placée sous leur surveillance.

Enfin, l'Etat, non seulement ne retire aucun bénéfice de cette partie du lac, mais encore est obligé quelquefois de faire des dépenses à son sujet. Récemment, en effet, les piquets de délimitation de la concession ont été changés aux frais du concessionnaire et de l'Etat. Il serait juste, à notre avis, de libérer définitivement le domaine public de cette concession en procédant à l'expropriation de l'intéressé, qui cesserait ainsi de jouir gratuitement des avantages revenant normalement à l'Etat et du bénéfice que lui procurent les travaux de repeuplement, auxquels il ne participe pas.

Contentieux

§ 4. — Nous avons vu (2) que les réclamations des pêcheurs contre l'Etat, en raison des troubles causés par la guerre, de 1813 à 1815, avaient été jugées par le Conseil de Préfecture du département du Mont-Blanc. C'est qu'on considérait, à ce moment, les concessions comme des actes administratifs et non comme des baux proprement dits.

Depuis, il a été reconnu que le droit de pêche représente un bien incorporel d'une nature spéciale, productif de revenus, susceptible de figurer au domaine privé de l'Etat (3).

En conséquence, la loi du 15 février 1829 a décidé, dans son article 4, que les contestations en raison des troubles de jouissance entraînent dans la compétence des tribunaux ordinaires. Le tribunal

(1) Renseignement fourni par M. Watier, Conservateur des Forêts, à Chambéry.

(2) Voir page 47.

(3) Laferrière, chap. 5, § 1^{er}, tome 1^{er}, page 591. Aucoc, conférences, n° 1013 et suiv.

des conflits a, de son côté, confirmé cette compétence dans son arrêt du 11 décembre 1875 : Maisonnabe.

Cependant il a été jugé que si le trouble est le fait de travaux publics, l'action de l'adjudicataire de la pêche doit être portée devant le Conseil de Préfecture, par application de la loi du 28 pluviôse an VIII (1).

La loi du 15 avril 1829 ne mentionne pas les eaux des lacs. Faut-il en conclure qu'elle ne leur est pas applicable ? Non, car en principe le droit de pêche appartient à celui qui a la jouissance des eaux. L'Etat est incontestablement celui qui doit jouir des biens domaniaux ; donc il peut régler son mode de jouissance comme il l'entend. Celui-ci n'étant pas nécessairement subordonné à la nature des eaux, les règles générales de la pêche fluviale peuvent s'appliquer sans inconvénient aux lacs, et cela sans entraîner obligatoirement une assimilation complète de leurs eaux stagnantes aux eaux courantes des fleuves et rivières.

(1) Tribunal des conflits, 9 décembre 1882. C. d'Etat, 29 mai 1874.

CHAPITRE VII

Halage

§ 1^{er}. — La condition de la propriété riveraine des fleuves navigables était réglée, sous le régime sarde, en ce qui concerne la réserve d'un chemin de halage, par les lois et constitutions du 7 avril 1770 et le règlement annexé aux Royales Patentes du 29 mai 1817.

L'article 10 de ce premier acte dit :

« Le sponde de fiumi navigabile dovranno essere libere per al spazio di quindici piedi da un canto e dall' altro : Les rives des fleuves navigables devront être libres sur une distance de 15 pieds d'un bord à l'autre. »

L'article 104 du second reproduit la même disposition, à l'exception de la largeur, qui est fixée à 5 mètres.

Enfin les articles 465 et 565 du Code Albertin sont la copie des articles 556 et 650 du Code Napoléon.

Les propriétaires sardes ne pouvaient donc établir aucune construction sur une zone de 5 mètres de largeur comptée à partir de la rive des cours d'eau ou des lacs.

Tous les fleuves, torrents, lacs étant déclarés du domaine public par ces mêmes actes, la propriété riveraine cessait à la rive comme dans la législation française (article 467 Code Sarde — article 558 Code Napoléon).

Il existait encore en Savoie une loi promulguée le 20 novembre 1859 aux termes de laquelle (chapitre IV, article 108) « la navigation est l'objet principal auquel servent les lacs, canaux, fleuves ou rivières navigables; c'est à ce but que sont subordonnés tous les autres avantages que l'on peut retirer de leurs eaux et les divers usages auxquels on peut les appliquer ».

Article 112. Les terres riveraines des fleuves navigables sont sujettes à la servitude du marchepied. Lorsque la largeur n'en est pas déterminée par des règlements ou par des coutumes, elle restera fixée à 5 mètres.

Article 137. Les travaux et les actes qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une permission spéciale de l'administration provinciale sont les suivants :

a)

n) l'occupation des plages des lacs pour des travaux fixes, les constructions le long de ces plages qui pourraient la détériorer ou porter préjudice aux marchepieds.

Cette loi montre que la servitude de halage pouvait légalement s'appliquer au bord des lacs.

Sur celui d'Annecy on ne halait point autrefois. La navigation se faisait soit à la voile, soit à la gaffe, soit à la remorque. Sur presque toute la largeur du lac il était, comme encore aujourd'hui, très difficile aux barques de serrer la côte en basses eaux sans échouer. Les nombreux détours auxquels les contours de la rive les obligeaient étaient une gêne importante pour les haleurs. C'est pour ces motifs, sans doute, que l'habitude du halage ne s'est pas établie (1).

La règle de la servitude existait mais elle ne s'appliquait pas effectivement.

Ce dernier point est essentiel à retenir car il éclaire la question du halage soulevée après la réunion de la Savoie à la France.

§ 2. — En 1867 de nombreuses demandes d'alignement furent présentées par des propriétaires riverains du lac de Genève et d'Annecy, désireux de construire le plus près possible des eaux.

L'administration française des Ponts et Chaussées se posa les trois questions suivantes :

1° Y a-t-il lieu d'établir le long des rives du lac un chemin de halage ?

2° Dans l'affirmative, quelle est la largeur à lui donner et son assiette doit-elle être prise sur la grève domaniale ou sur la propriété riveraine ?

3° Au cas où le riverain demande à s'avancer sur la grève domaniale et où il est reconnu qu'il peut le faire sans inconvénient pour la navigation, quelles conditions faut-il lui imposer pour la conservation du halage ?

Elle répondit affirmativement à la première question de l'établissement du chemin de halage en raison de l'importance croissante des transports par eau.

Au sujet de la deuxième question nous avons vu (2) que sous la législation sarde les chemins de halage avaient une largeur *unique* de 5 mètres sur les rives des cours d'eau et des lacs.

La loi française différait sur ce point en ce que, à défaut de halage par chevaux, la largeur réservée au marchepied ne devait pas dépasser 3 m. 25 (3). Cette largeur pouvait même, si le service n'en souffrait pas, être encore réduite (décret du 22 janvier 1808, article 4).

Or, en Savoie, le halage était exclusivement pratiqué par trait d'homme; l'administration proposa, en conséquence, de réduire la largeur des chemins de halage à 1 m. 50, ce qui devait atténuer très sensiblement les charges des riverains habitués au régime sarde. L'assiette du chemin était prise sur la propriété.

Pour résoudre la troisième question, les ingénieurs proposaient d'obliger le intéressés à construire et à entretenir à leurs frais une banquette en maçonnerie d'un mètre de largeur, placée à 0 m. 50 au-dessus des hautes eaux. Ainsi, quand la grève domaniale serait

(1) Notes diverses, Archives départementales.

(2) Voir page 54.

(3) Ordonnance de 1669, art. 7. Décret du 22 janvier 1808.

entièrement couverte, le chemin de halage ne disparaîtrait pas sous les eaux.

Le Préfet soumit ces trois propositions au Ministre des Travaux Publics en novembre 1867.

Celui-ci, consulté en même temps par un riverain du lac Léman qui estimait les lacs non assimilables aux fleuves navigables, demanda au Conseil d'Etat de donner son avis sur la question.

La haute assemblée s'entoura de nombreux renseignements notamment sur la législation antérieure relative au halage sur le bord des lacs.

Il lui fut répondu que d'après les lois sardes les propriétés riveraines du Léman pouvaient être grevées de cette servitude.

Le 15 décembre 1868 la section de l'Agriculture, Commerce, Travaux Publics et Beaux-Arts du Conseil d'Etat émit l'avis suivant :

AVIS DU CONSEIL D'ETAT DU 15 DECEMBRE 1868.

LACS. — HALAGE.

La section de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics et des Beaux-Arts a émis l'avis suivant :

Considérant que la servitude de halage n'est imposée par les lois et les règlements, qu'aux propriétés riveraines des fleuves et rivières navigables et flottables; que la question est donc de savoir si le lac Léman peut être rangé dans cette catégorie de cours d'eau;

Considérant qu'une navigation assez importante est établie sur les eaux françaises du lac; qu'elle se pratique même à l'aide du halage toutes les fois que la rive le permet et que la direction des vents rend l'emploi de ce procédé nécessaire; que, même le décret du 14 janvier 1865, rendu en exécution de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, a déclaré le lac Léman navigable aux bateaux dans toute l'étendue des eaux françaises; mais que ces faits et cette déclaration de navigabilité dont l'effet a pu être de placer le lac dans le domaine public, n'entraînent pas nécessairement pour conséquence *qu'il doive être considéré comme un fleuve ou une rivière;*

Considérant, à la vérité, que le Rhône traverse bien le lac dans toute son étendue mais que ce fleuve perd son individualité à son entrée dans le Léman, pour ne la retrouver qu'à sa sortie à l'autre extrémité, de telle façon qu'entre l'entrée et la sortie il cesse d'avoir une existence propre pour être confondu dans cette immense agglomération d'eaux, que son étendue, son état et sa configuration ont fait classer parmi les lacs; que, dès lors, le lac Léman, *comme tous les autres lacs, COMME CEUX D'ANNECY et de Nantua notamment, a un caractère particulier qui n'en permet pas l'assimilation aux fleuves et rivières,* alors surtout que cette assimilation, qui n'est autorisée par aucun texte, pourrait avoir pour résultat de grever d'une servitude très dommageable les propriétés qui en occupent le rivage;

Considérant, d'ailleurs, que le lac Léman, qui a fait partie du territoire français de 1792 à 1815, ne paraît pas avoir été soumis, dans cet intervalle, aux lois et règlements sur la police de la navigation; que, cependant, la législation était déjà à cette époque ce qu'elle est encore aujourd'hui, du moins quant à la servitude de ha-

lage ; qu'il en a été de même sous le régime sarde, de 1815 jusqu'à 1860, époque de l'annexion, quoique la législation sarde contient cependant des dispositions absolument semblables à celles qui régissent, en France, les propriétés riveraines des fleuves et rivières navigables ou flottables ; d'où il suit que, pendant 80 ans au moins, le lac Léman n'a point été considéré comme susceptible de recevoir l'application de règles qui n'ont été édictées que pour les fleuves et rivières navigables ou flottables.

Considérant que, dans les autres Etats, sur le territoire desquels se trouve également situé le Léman, la servitude de halage n'est point exigée sur les propriétés riveraines ; qu'elle n'existe pas notamment dans le canton de Genève, et que si, dans le canton de Vaud, elle a été l'objet d'une disposition de loi analogue à celle de l'article 650 du Code Napoléon, il ne paraît pas qu'elle ait été administrativement réglée ; que, seulement en cas de concessions à des riverains d'une partie de terrain occupée par les eaux, on est dans l'usage d'exiger un passage public ou la construction d'une banquette destinée à l'exercer ;

Considérant, dans tous les cas, que depuis l'annexion il ne paraît pas que la navigation ait reçu un accroissement sensible sur le Léman, et que le mouvement de cette navigation, évalué à 77.000 tonnes environ par an, donnant lieu à 1.100 voyages pour les barques qui les transportent, ne paraît pas rendre nécessaire une servitude de halage sur les propriétés riveraines, quelque réduite que soit, d'ailleurs, cette servitude dans les propositions de MM. les Ingénieurs ; que dès lors il n'y a même pas lieu d'examiner si, conformément à la faculté donnée à l'administration par le décret du 22 janvier 1808, celle-ci pourrait, sauf indemnité aux propriétaires, imposer le halage aux propriétés riveraines ;

Considérant enfin que les envahissements des riverains sur le lac lui-même, s'ils étaient constatés, constitueraient des anticipations sur le domaine public, qu'il appartient toujours à l'administration d'empêcher ou de n'autoriser à titre révocable que sous les conditions que peut exiger l'intérêt public ;

EST D'AVIS :

1° Que les lois et règlements relatifs à la police de la navigation sur les fleuves et rivières navigables et flottables ne sont point applicables au Léman, notamment en ce qui concerne la servitude de halage sur les rives.

2° Qu'il serait même inopportun de lui en faire l'application en supposant que cela fût possible.

Le président de cette section ne crut pas devoir soumettre cet avis à la délibération de l'assemblée générale du Conseil d'Etat avant de connaître les objections que ses considérants pouvaient soulever de la part des ingénieurs."

Ceux-ci, dans un rapport du 12 février 1869, répondirent par les conclusions suivantes : (1)

« 1° Le lac Léman est assimilé, d'après les instructions de l'ad-

(1) Archives départementales de la Haute-Savoie.

ministration et les précédents aux fleuves et rivières navigables en ce qui concerne :

« a) La domanialité de son lit jusqu'au point atteint par les hautes eaux de l'été, et c'est l'article 556 du Code Napoléon, et non l'article 558, qui sert de règle dans la détermination de la grève domaniale ;

« b) La location de la pêche ;

« c) La réglementation de la navigation à vapeur ;

« d) Les extractions de graviers sur la propriété riveraine.

« L'assimilation serait complète si l'on ajoutait à ces dispositions celle relative au marchepied de halage.

« 2° Il est probable que sous le premier Empire le halage se pratiquait peu sur les rives françaises du Léman.

« 3° Sous le régime sarde, l'administration affirmait son droit d'imposer la servitude de halage aux propriétés riveraines du Léman, et en fait cette servitude s'exerçait sans opposition.

« 4° Dans les cantons de Vaud et de Genève, la servitude a une existence légale indiscutable, indépendamment de toute concession de grève domaniale, partout où l'état naturel des lieux permet la pratique du halage. »

Les ingénieurs insistaient pour l'adoption de leurs propositions de 1867, en faveur de l'assimilation complète des lacs aux fleuves et rivières.

Le 7 juin 1870, le Conseil d'Etat, toutes sections réunies, confirma ainsi qu'il suit l'avis de sa section :

CONSEIL D'ETAT. — AVIS DU 7 JUIN 1870.

LACS. — HALAGE.

La section de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, consultée par Son Excellence M. le Ministre, secrétaire d'Etat au département des Travaux publics, sur la question de savoir si la législation française, concernant la police de la navigation, et notamment la servitude de halage, est applicable aux rives du lac Léman ;

Vu l'avis de la section sur cette question, en date du 15 décembre 1868, portant :

1° *Que les lois et règlements relatifs à la police de la navigation sur les fleuves et rivières navigables et flottables ne sont point applicables au lac Léman, notamment en ce qui concerne la servitude de halage sur ses rives ;*

2° *Qu'il serait même inopportun de lui en faire l'application, en supposant que cela fût possible ;*

Vu les nouveaux documents produits dans une instruction supplémentaire sur la question de savoir si la servitude de halage est applicable aux riverains du lac Léman ;

Vu la lettre de M. l'Ingénieur en chef de la Haute-Savoie, en date du 29 mars 1870, dont l'administration s'est approprié les dispositions ;

Considérant que les nouveaux renseignements produits *ne sont pas de nature à faire modifier les conclusions de l'avis de la section sus-visée* ;

Mais qu'il résulte de la lettre sus-visée de M. l'Ingénieur en chef que l'administration pourrait suffisamment assurer le service de la navigation au moyen *d'une délimitation de la rive française* du lac Léman ; que cette délimitation aurait, en effet, pour conséquence de mettre à la disposition des haleurs une grève dépendant du domaine public et offrant un parcours commode et facile pendant dix mois de l'année et praticable pendant les deux autres mois ; que, d'ailleurs, le droit de procéder à cette délimitation, partout *où elle est possible*, dérive de la domanialité du lac, qui n'est ni contestée, ni contestable ;

Considérant que l'administration, en se proposant de n'autoriser désormais les constructions, entre les limites ainsi fixées et les bords de l'eau, que sous la condition de l'établissement d'une banquette de un mètre en avant des dites constructions, usera d'un droit qui lui a été reconnu par l'avis du 15 décembre 1868, ci-dessus rappelé ; que, *dans tous les cas*, cette condition à imposer *ne saurait être rétroactivement appliquée aux possessions anciennes des riverains* ;

PAR CES MOTIFS :

Persiste dans les conclusions de son avis sus-visé du 15 décembre 1868 ; mais estime que l'administration est légalement fondée à adopter les mesures indiquées par la lettre de M. l'Ingénieur en chef de la Haute-Savoie, sus-visée, et qu'elles suffisent, quant à présent, pour assurer le service de la navigation sur le lac Léman.

Les propositions de l'Ingénieur en chef de la Haute-Savoie visées dans cet avis consistaient en une transaction présentée le 29 mars 1870, sur la demande de l'administration supérieure. En voici la teneur :

« Sur les points où le passage des haleurs serait contesté, on délimiterait le lit du lac en prenant pour limite la laisse des plus hautes eaux, et on considérerait comme domanial l'espace compris entre cette limite et le bord de l'eau. Dans le cas où les riverains demanderaient à avancer leurs constructions au-delà de la limite des plus hautes eaux, on exigerait l'établissement d'un marchepied de un mètre en avant du mur. »

Le 7 juillet 1870, le Ministre des Travaux publics, s'appuyant sur la décision du Conseil d'Etat, décida que le halage se pratiquerait à l'avenir, sur les bords du Léman, en-deçà de la laisse des plus hautes eaux, en empruntant la grève domaniale.

Les riverains du Léman eurent dès lors le droit de se clore à la limite de la grève domaniale et d'interdire ainsi toute circulation sur leur propriété.

Cette exemption de servitude peut-elle être invoquée en faveur des riverains du lac d'Annecy ?

Reportons-nous à l'avis du Conseil d'Etat du 15 décembre 1868, nous y trouvons :

« 1° La déclaration de navigabilité du Léman n'a pas eu néces-

sairement pour conséquence de le faire considérer comme un fleuve. »

Il ne peut en être autrement du lac d'Annecy.

« 2° Le lac Léman, comme ceux d'Annecy et de Nantua, a un caractère particulier qui n'en permet pas l'assimilation aux fleuves. »

Cet appel à l'analogie, aux caractères communs et particuliers des lacs ne prouve-t-il pas que, dans l'esprit de la haute assemblée, la question résolue au sujet du Léman dépassait ses rives et devait s'étendre aux lacs en général ?

Il serait difficile, en effet, de trouver des motifs logiques pour soustraire du régime ordinaire du halage le Léman seul. S'il est digne, à cet égard, d'une situation légale particulière, les lacs de Nantua, du Bourget et d'Annecy la méritent au même titre.

Serait-il admissible qu'un même propriétaire riverain de ces lacs où, toutes choses égales, le halage, inutile et même le plus souvent impossible, ne se pratique pas en fait, puisse, à la fois, être exempt et soumis à la servitude, suivant la situation de ses propriétés ? Au Léman, on pourrait chercher peut-être une raison tirée de l'application de la servitude dans les cantons suisses. Mais laquelle ?

Pour les eaux françaises de ce lac, notre législateur n'a pas à s'occuper de la loi voisine. Seules des conventions pourront corriger les effets de nos lois dans l'unique but de permettre, à titre de réciprocité, aux Suisses de jouir en France et aux Français de jouir en Suisse des droits accordés respectivement aux nationaux de ces deux pays.

La règle spéciale du halage admise pour le Léman est donc applicable au lac d'Annecy. Son adoption y paraît même plus nécessaire, puisque la servitude du halage n'a, pratiquement, jamais existé sur ses bords.

Il serait injuste d'astreindre ses riverains à la servitude, alors que ceux du lac de Genève qui la subissaient autrefois en seraient dispensés. Si l'administration reconnaissait un jour l'utilité et la possibilité du halage sur les bords du lac d'Annecy, la servitude ne saurait être établie qu'au détriment du domaine public — sauf le cas d'empiétement sur le domaine, autorisé sous la condition expresse d'établissement d'une zone de passage inaccessible aux hautes eaux.

C'est ce qui se produit en fait.

Un doute peut cependant s'élever sur cette solution depuis la promulgation de la loi du 8 avril 1898.

Doit-elle être maintenue ?

Comme l'ordonnance de 1669 et le décret du 22 janvier 1808, la nouvelle loi ne définit pas la consistance juridique des lacs domaniaux. D'après la déclaration de son rapporteur, en réponse à l'amendement Mauvaise (1), elle tend à leur assimilation complète aux fleuves et rivières navigables.

Elle serait dès lors la condamnation de la jurisprudence administrative en vigueur si, au moment où le Conseil d'Etat a donné son avis sur la question qui lui était posée en 1867, cette haute Assem-

(1) Voir page 17.

blée ne s'était pas trouvée en présence d'une législation qui, comme celle de 1898, était favorable à l'assimilation.

Or, le décret du 11 Brumaire, an XII, avait expressément assimilé les lacs d'Annecy, Léman et du Bourget aux fleuves. Donc, si le Conseil d'Etat était appelé aujourd'hui à se prononcer encore sur la question, il se trouverait placé dans des conditions identiques à celles de 1868 et 1870. Elles seraient même très favorables au maintien de son premier avis car, si les textes de 1669 et 1808 étaient muets sur les lacs comme l'est celui de 1898, le Conseil d'Etat se trouvait autrefois en présence d'un décret formel d'assimilation alors qu'actuellement il n'a à l'appui de la loi nouvelle que la déclaration non motivée du rapporteur, qui paraissait plus pressé d'éluider la question que de la résoudre.

Il est donc probable que le Conseil d'Etat ne se déjugerait pas. Ses arguments et considérants de 1868 et 1870 ont conservé leur valeur. Aujourd'hui, comme autrefois, il serait inopportûm d'appliquer aux lacs, et particulièrement à celui d'Annecy, les règles ordinaires de la servitude de halage des cours d'eau.

L'inutilité du halage, comme son impossibilité sur la plus grande partie du lac, n'est pas contestable. Aussi, est-ce à juste titre que, malgré la loi de 1898, la règle fixée par le Conseil d'Etat est appliquée par l'Administration.

L'abandon de ces errements soulèverait de justes et nombreuses réclamations. Une preuve de l'acuité des querelles que l'Administration aurait à soutenir s'est révélée récemment au sujet d'un sentier bordant le lac d'Annecy sur lequel une commune revendiquait le droit de passage, alors que le propriétaire riverain refusait de laisser traverser sa propriété.

Au point de vue du halage, les lacs ne sont donc pas assimilables aux fleuves et rivières navigables.

Il serait désirable là encore qu'un texte précis réglât définitivement la situation de l'Etat et des riverains.

CHAPITRE VIII

Curage et barrage du lac et de ses émissaires

§ 1^{er}. — Les autorités sardes eurent de tout temps, à Annecy, deux graves préoccupations : les inondations et la sécheresse.

Pour prévenir les premières, elles devaient assurer le curage des canaux émissaires du lac et s'opposer à l'établissement d'ouvrages susceptibles de devenir des obstacles au libre écoulement des eaux.

Pour éviter les infections occasionnées par la sécheresse, les eaux devaient être maintenues à une hauteur suffisante pour couvrir les hauts fonds.

C'est dans ce double but que la ville d'Annecy sollicita et obtint, dès les temps les plus reculés, le droit d'exercer exclusivement la police des canaux déversoirs du lac. La plus ancienne patente royale connue, relative à l'abandon à la ville des droits de police de l'État, remonte au 17 février 1449 (1). Louis de Savoie y fait défense de placer « aucun pilier en bois dans la rivière du Tiou ».

Diverses autres patentes renouvelèrent les anciens privilèges de la ville. Ce sont successivement les royales constitutions de Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie, du 26 avril 1600 ; celles du 1^{er} décembre 1697, par lesquelles Victor-Amédée II accorde les droits de police au Conseil de ville, moyennant la somme de 32.000 livres, droits confirmés par les patentes du 29 juillet 1732, de Charles-Emmanuel. Cette dernière concession fut suivie de statuts de police du 10 octobre 1732, entérinés au Sénat de Savoie le 15 avril 1733, défendant (article 53) de construire « aucun nouveau bâtiment sur les canaux ».

Les royales patentes du 15 juillet 1823, de Charles-Félix, confirmèrent à leur tour cette juridiction de police, et ordonnèrent la révision des statuts de 1732.

Les nouveaux statuts du 2 décembre 1825, homologués le 10 mars 1826 par le Sénat, prohibent (article 128) « la construction de tous moulins, artifices, bâtardeaux, sans l'intervention de l'administration locale ».

Un règlement des canaux, adopté par le Conseil communal d'Annecy le 20 juin 1855, fut à son tour remplacé par des statuts du 25 juillet 1857, qui restèrent en vigueur depuis l'Annexion jusqu'en 1873.

(1) Ephéméride d'Annecy par Ch. Pissard, 1905, page 128.

Aux archives municipales d'Annecy, de nombreux actes constatent, à diverses époques, l'exercice, de la part du Conseil, de cette juridiction, qui lui a été accordée par les princes successifs.

Par exemple :

« 13 septembre 1611. — Injonction à tous les aboutissants sur la rivière de nettoyer les canaux à l'endroit de leurs maisons. »

« 24 avril 1665. — Procédures et requêtes des nobles syndics au sujet des obstacles qui existent dans les canaux et qui entravent le cours de l'eau. »

« 1^{er} mai 1687, 4 août 1687. — Permissions aux nommés Constantin et aux Pères de Saint-Dominique de bâtir sur le canal. »

« 4 septembre 1705. — Délibération autorisant les S^{rs} Degros à avancer leurs murailles du côté du Thiou dans l'endroit où sont les piliers qui soutiennent leur galerie, sous certaines conditions, telles que la présence d'un syndic pendant la pose des fondations. »

« 6 juillet 1706. — Ordres aux frères Constantin d'enlever la muraille construite dans la rivière et tout ce qu'ils ont mis derrière, qui empêche le libre cours de l'eau, contrairement à la permission accordée le 1^{er} mai 1687. »

« 15 mai 1747. — Délibération du Conseil de ville, prescrivant des mesures pour l'établissement d'écluses pour maintenir les eaux des canaux à une certaine hauteur pour éviter les infections. »

« 6 juillet 1789. — Délibération du Conseil de ville relative au « curement du Thiou. »

« 14 janvier 1817. — Délibération approuvée par l'Intendant de la province, par laquelle le Conseil de ville impose au sieur Bachet le paiement à la ville d'une redevance annuelle de 60 livres pour une dérivation du Thiou, autorisée pendant l'occupation française par arrêté du Préfet du département du Mont-Blanc, du 14 germinal an XIII, après avis conforme du Conseil municipal du 16 fructidor an XII. »

Pour le curage des canaux émissaires du lac, la ville d'Annecy adressait, conformément aux autorisations qui lui étaient accordées, des ordres et réquisitions aux communes voisines, riveraines ou non du lac.

Il nous a paru intéressant de reproduire *in extenso* des autorisations et des réquisitions retrouvées aux archives municipales d'Annecy.

Contrainte délivrée par Victor-Aimé, duc de Savoie, du 9 août 1680 :

Victor-Aimé, par la grâce de Dieu, duc de Savoie, prince de Piémont, roi de Chypre, etc., au premier huissier de notre Chambre des comptes audit Savoie, ou sergent ducal sur ce requis, salut ; nous te mandons et ordonnons par les présentes que, suivant l'arrêt de notre dite Chambre du jour et date des présentes, rendu sur la requête présentée par les nobles syndics de la ville d'Annecy et à leur requête tu contraignes réellement et d'effet par toutes voies de justice dues et raisonnables les paroissiens de Sévrier, Saint-Jorioz, Duingt, Doussard, Menthon, Veiry, et du village d'Albigny, de four-

nir un homme, un jour, de chaque famille des dites paroisses pour venir travailler au curage et réparation de la rivière du Thiouz, tant seulement et sans tirer conséquence les veuves, pupilles et des esprits distraits, en payant à chacun des ouvriers qui y travailleront six sols par jour pour leur nourriture, attendu qu'il s'agit de notre service d'utilité publique et de commerce, et aux dites fins tu fasses commandement aux officiers locaux d'icelles, et en ce que tu procède notwithstanding oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, et sous l'amende de cinq livres contre les refusants, à la charge que les suppléants établiront un contre-rôleur qui tiendra une note des ouvriers contenant les noms, prénoms et surnoms d'iceux en personne desquels ils feront payer les dits six sols, de quoi il chargera son contrerolle, à peine d'en être responsable à son propre et privé, nom auquel est ordonné de renvoyer au greffe de céans le tout à forme du dit arrêt, de ce faire, donnons pouvoir.

Donné à Chambéry, au bureau de nos comptes, le neuf aoust mil six cent huitante, par la dite Chambre.

Signé : MITONET.

« La paroisse de Quintal fournira pour demain, cinquième du courant, à 5 heures du matin, le nombre de 8 chariots avec leurs guides et 8 manœuvres pour travailler au curement et à la voiture des matériaux du canal. Les manœuvres devront être munis de pioches, faux et corbeilles requises à peine de contrainte.

« Annecy, 4 septembre 1742. »

La sanction était énergique :

« Faute par les nommés à la répartition faite par la ville pour le remplacement des fonds de la ville employés pour le curement des canaux d'avoir payé les sommes auxquelles ils se trouvent taxés, notwithstanding les diverses injonctions faites à cet égard, ils logeront en pure perte un soldat en discrétion auquel sera payé 20 sols par jour, jusqu'à ce qu'ils y aient satisfait. Attendu la nécessité où la ville se trouve d'avoir des fonds pour supporter les dépenses extraordinaires dont elle est chargée à l'occasion des troupes qui y sont de quartier.

« Annecy, 5 février 1743.

« Signé : D.-JEAN-PHILIPPE DE CASSANOS,

« Commissaire des guerres des armées de S. M. et subdélégué de l'Intendance en Genevois. »

Pendant la période de l'occupation française, de 1792 à 1815, les droits de police de la ville d'Annecy sur les canaux furent reconnus par le gouvernement. Les documents suivants ne laissent aucun doute à cet égard.

Lettre du maire d'Annecy à un conseiller de la commune de Sévrier, riveraine du lac :

« Citoyen Guenet Martin, conseiller à Sévrier, vous êtes invité et requis de commander et envoyer à Annecy, sur la place au Bois, pour demain lundi, 10 août 1807, à 5 heures du matin, les ouvriers ci-après, munis de corbeilles, faux et béchards, savoir :

« Guenet Jacques comme inspecteur.

« Vous leur recommanderez d'être exacts. On enverra de suite le garnisaire à ceux qui manqueront.

« Je vous salue.

« DOMENJOUR, *Maire.* »

La formule était courte et énergique. La sanction ne devait pas être moins sévère.

« En exécution de l'arrêté de M. le Sous-Préfet de cet arrondissement (Annecy, département du Mont-Blanc), les ci-après désignés, domiciliés à Annecy-le-Vieux, logeront un garnisaire, conformément à la loi, pour n'avoir pas obéi à l'ordre qui leur a été donné par le Maire de la commune pour contribuer au curement des canaux de cette ville.

« Annecy, 21 octobre 1810. »

Les réquisitions étaient exercées, comme sous le régime sarde, par le Maire, après autorisation de l'administration :

« Le sous-préfet de l'arrondissement d'Annecy,

« Vu la lettre qui lui a été adressée par le Maire d'Annecy, par laquelle, en le prévenant qu'il fait travailler à ce moment au curement des canaux qui servent d'écoulement aux eaux du lac, il fait sentir la nécessité de mettre en réquisition non seulement les ouvriers et voituriers de la ville, mais ceux des communes de Gévrier, Annecy-le-Vieux, Menthon et Veyrier ;

« Considérant que le curement intéresse ces communes ;

« Autorise les maires de ces communes à mettre en réquisition, etc.

« En cas de refus de la part des ouvriers et voituriers qui seront requis, ils seront remplacés, à la diligence des maires, dans les travaux mis à leur charge, et poursuivis par voie de garnisaire et saisie d'immeubles pour le paiement de la taxe de remplacement.

« Le 16 octobre 1816.

« *Le Sous-Préfet, CURTET Fils.* »

La Savoie redevenue sarde, les droits de police des canaux restèrent naturellement à la charge de la ville.

Les ordres émanant de l'administration furent rédigés dans un style moins catégorique, du moins quant à la forme.

Par sa circulaire du 21 septembre 1825, l'Intendant de la province de Genevois « prie », d'après les anciens usages, les syndics des communes de Menthon et Veyrier d'inviter leurs administrés à se rendre à Annecy, munis de leurs pelles et pioches, pour « aider » au curage.

Le syndic de Menthon écrit à ce sujet à son collègue d'Annecy, le 27 septembre 1825 :

« Je m'empresse de satisfaire aux vues bienfaisantes que vous avez pour le bien public en vous faisant passer les dix ouvriers que vous me demandez. »

Ces réquisitions, si différentes de celles que l'administration française avait employées, ne devaient pas donner tout ce qu'il était permis d'en attendre, car la ville trouvait quelquefois ses charges de police trop lourdes et demandait aide à l'État.

En 1849, par exemple, le Conseil de santé de la province de Genevois signale l'insalubrité qui résulte de la stagnation des eaux du lac par suite de l'engorgement du canal du Thiou.

Par délibération du 7 décembre 1849, le Conseil de ville « prend à sa charge le tiers de la dépense si l'État consent à payer la différence. Il s'engage aussi à entretenir et à curer annuellement le canal si l'État lui abandonne les redevances payées par les concessionnaires qui profitent des eaux. »

Saisi de cette délibération, le Ministre des finances, sur rapport de l'agence des finances royales, répondit : « En vertu des concessions souveraines, la police des canaux d'écoulement du lac appartient exclusivement à l'administration communale, qui a le droit de s'opposer à tout établissement qui tendrait à réduire le lit et à gêner le libre cours des eaux.

« Les finances n'ont jamais prétendu contester ce droit ; toutes les concessions sont accordées après le concours de l'administration communale, en imposant aux concessionnaires l'obligation expresse de contribuer à la dépense du nettoiemment et à l'entretien des canaux.

« Les droits de la ville sur les cours d'eau se bornent à la police et à la bonne direction des eaux, droits n'atteignant pas la propriété qui appartient au domaine royal. »

Les finances concluaient à ce que les travaux devaient rester à la charge de la commune et des usagers, parce qu'en « Piémont » l'État n'était pas tenu aux dépenses d'entretien des eaux dépendant du domaine public ; qu'il ne concourait à la dépense que lorsqu'il s'agissait de travaux urgents ayant pour objet de prévenir la destruction de quelque bourg ou village, et que la dépense excédait les forces des communes — circonstance qui, d'après le Ministre, ne se présentait pas pour Annecy — « qu'en toute hypothèse la dépense serait non aux finances, mais aux travaux publics. »

Quant à l'abandon des redevances, l'agence des finances, et le Ministre après elle, prétendaient qu'il renfermait l'aliénation d'un droit régalien prohibé par l'article 425 du Code civil.

Nous avons vu, au sujet des concessions de terrains riverains du lac, que l'administration sarde n'invoquait pas toujours cette prohibition de la loi (1).

A ces objections le Conseil communal d'Annecy répondit :

« Les travaux projetés ont pour objet de faire cesser les causes d'insalubrité qui proviennent de la stagnation des eaux du lac ; ils intéressent non seulement Annecy, mais aussi les communes voisines, sur la population desquelles les exhalaisons morbides agissent également. Ces travaux ont pour objet non pas seulement de prévenir un dommage matériel, mais, ce qui est d'une bien plus grande importance, d'arrêter le développement des épidémies qui déciment

(1) Voir page 37.

la population d'Annecy et des autres communes. Ces travaux sont donc d'une haute utilité publique. »

L'assemblée ajoutait que toutes ses ressources étaient engagées dans divers travaux, et que la ville avait droit au secours de l'Etat, qu'il vienne des finances, des travaux publics ou de l'intérieur.

Enfin le Conseil communal déclarait avoir demandé « l'abandon des redevances non pour contester à l'Etat le domaine des eaux et des conséquences qui en dérivent, mais comme correspectif de la charge qu'il avait de l'entretien des cours d'eau. Il lui paraissait équitable que celui qui supporte les charges touche l'émolument, et que les royales finances contribuent aux dépenses à concurrence des bénéfices qu'elles retirent. »

Si cette prétention n'était pas fondée sur la rigueur du droit, elle l'était du moins sur une équité incontestable, et très justement le Conseil réclamait non l'aliénation d'un droit régalien, mais l'abandon précaire et conditionnel de la redevance qui en dérivait.

Il n'y avait rien à dire de plus sur cette défense présentée par la ville aux objections de l'Etat. L'administration des finances répliqua cependant encore en invoquant le règlement sur les eaux annexé aux royales constitutions du 29 mai 1817, qui mettait, en général, les réparations aux fleuves et rivières et torrents à la charge des communes et des usagers. Elle refusait de « participer aux travaux, la dépense étant du ressort des travaux publics ».

Ce dernier argument n'avait pas grande valeur, car dire que les finances n'étaient pas engagées et que seuls les travaux publics avaient la compétence nécessaire, c'était avouer que l'Etat ne pouvait se désintéresser des travaux, malgré le règlement sus-visé annexé aux royales constitutions de 1817.

La ville avait donc le droit, ou tout au moins l'équité, pour elle. Une note ¹ sans signature ni date, qui semble répondre à cette dernière décision de l'administration des finances, indique que ce règlement du 29 mai 1817 n'était pas en vigueur en Savoie, « vu qu'il n'a jamais été homologué par le Sénat ».

Finalement une entente se produisit, et il fut arrêté qu'à l'avenir les dépenses seraient réparties entre :

1° L'Etat, comme propriétaire du lac ;

2° Les propriétaires d'usines et barrages, auxquels le domaine imposerait cette condition expresse et déterminante de leur concession ;

3° La ville d'Annecy... ..

Dès 1861, l'administration française et le Conseil général ne manquèrent pas d'être préoccupés à leur tour de la question si importante du régime des eaux du lac.

Sur leur intervention, un projet de barrages régulateurs à vannes automobiles, imaginées par l'ingénieur Sadi Carnot (2), fut approuvé par le Ministre des Travaux publics le 10 septembre 1870.

¹ Archives municipales d'Annecy : Malgré nos recherches dans les décisions du Sénat, il nous a été impossible de trouver trace de ce règlement. Il y a donc de sérieuses présomptions en faveur de la note ci-dessus signalée.

(2) Le futur Président de la République française.

Retardés par la guerre, les travaux furent déclarés d'utilité publique par décret du 8 août 1873.

L'année précédente, les usiniers intéressés à la prompt réalisation du projet, ayant offert d'avancer à la ville une part de la dépense à sa charge, les travaux furent exécutés rapidement et payés ainsi qu'il suit :

Etat	21.498 fr. 59
Usiniers	7.163 fr. 19
Ville d'Annecy	3.581 fr. 60
Total	32.243 fr. 38

Dès le 8 janvier 1873 (1) un règlement avait fixé le point de repère des barrages pour le nivellement à 448^m961 en contre-haut du niveau de la basse mer du nivellement général de la France.

Les manœuvres des vannes (2) étaient laissées aux soins et aux frais de la ville d'Annecy, sous le contrôle des Ingénieurs.

En 1876, des pétitions se produisirent en vue de faire baisser le niveau de retenue des eaux, reconnu trop élevé par les usagers.

Un nouveau règlement, approuvé par le Ministre des travaux publics le 4 décembre 1876, fixa définitivement le niveau légal des eaux du lac d'Annecy à 447^m075 en contre-haut du niveau de la basse mer du nivellement général de la France.

Cette cote, proposée le 5 mars 1870 par l'ingénieur Carnot, dans son mémoire justificatif du projet de barrages, a été choisie à la suite de calculs basés à la fois sur les observations journalières de la hauteur des eaux depuis 1862 et sur le débit des émissaires, le Thiou et le Vassé.

« Elle laisse, dit l'auteur du projet, une certaine marge à la montée des eaux, sans créer un danger pour les propriétés riveraines. »

Curages. — Le curage et les travaux d'entretien des cours d'eau navigables étaient autrefois à la charge de l'Etat, en vertu de la loi du 13 floréal an X, qui prévoyait un droit de navigation intérieure dont le produit était consacré à ces travaux.

Ce droit, supprimé par la loi de finances du 21 décembre 1879, a cessé d'être perçu depuis le 19 février 1880.

Depuis cette date, l'Etat seul a la charge de ces frais, sauf à lui à appeler les usiniers, occupants ou riverains des eaux à participer à la dépense en raison des constructions, barrages, digues, dérivations, etc., qui, établis dans le lit des canaux, contribuent à l'amoncellement des sables et matières susceptibles de gêner l'écoulement des eaux.

La participation des usiniers, autorisée par d'anciens règlements (3), a été également prévue par la loi du 8 avril 1898, article 53.

(1) En remplacement des statuts de 1857 encore en vigueur.

(2) Les vannes automobiles avaient, après essai, été remplacées par les vannes ordinaires.

(3) Arrêté du Conseil de Roi du 17 juillet 1782 (Garonne), du 23 juillet 1783 (Loire). Bourguignat, législation des établissements industriels, page 330, n° 254.

En fait, l'Etat et la ville seuls payent les frais de curage et d'entretien des canaux ; c'est ce qui s'est produit en 1905 ; les travaux de curage du canal du Thiou, s'élevant à 22.000 fr., ont été partagés entre eux.

Les dragages nécessités dans le lac pour faciliter l'abordage des bateaux à vapeur du service public sont exécutés aux frais de l'Etat. La Compagnie des Bateaux participe à la dépense dans de faibles proportions.

Par exemple les dragages des ports de Saint-Jorioz et du Thiou ont coûté, en 1906, 41.000 fr., sur lesquels la Compagnie des Bateaux a payé seulement 500 fr.

Cette participation dérisoire devrait être élevée, car si la fonction d'établir, d'améliorer, d'entretenir les voies de navigation intérieure est une prerogative de la souveraineté de l'Etat, il conviendrait de tenir compte des avantages spéciaux que la Compagnie retire de ces travaux, généralement exécutés sur sa demande.

CHAPITRE IX

CONCLUSION

Ainsi que nous l'avons dit en commençant, il existe entre les eaux des lacs et celles des fleuves et rivières des différences telles qu'il n'est pas possible de les faire entrer, sans distinction, dans le cadre de la loi du 8 avril 1898. On doit en conclure :

Les lacs constituent un domaine public — sui generis — imprescriptible et inaliénable, auquel sont généralement inapplicables les règles ordinaires régissant les eaux navigables et flottables.

Ce fait entraîne la nécessité d'une législation spéciale.

L'assimilation pure et simple actuellement consacrée par l'usage n'est pas justifiée. Elle fait naître, en pratique, des situations auxquelles l'administration ne sait pas et ne peut pas toujours, en l'état actuel de la législation, donner de solution très satisfaisante.

Aux grands lacs domaniaux sont incontestablement liés d'importants intérêts : l'Etat ne peut les négliger.

Aucune affaire n'a encore déterminé le mouvement d'opinion nécessaire à l'éclosion de toute réforme ; il serait cependant désirable qu'un texte unique et précis, inspiré au besoin de la législation actuelle *quand la nature des eaux lacustres* ne s'y opposerait pas, mît fin à un état de choses qui peut devenir le point de départ de difficultés d'autant plus difficiles à résoudre que les divers services s'occupant des lacs ne sont pas d'accord sur les textes à appliquer et sur leur interprétation.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. — Définition.....	3
CHAPITRE I ^{er} . — Domanialité du lac d'Annecy	7
Régime Sarde.....	10
Régime Français.....	12
CHAPITRE II. — Délimitation.....	13
CHAPITRE III. — § 1 ^{er} Navigabilité.....	18
§ 2 Navigation.....	22
CHAPITRE IV. — Alluvions.....	26
CHAPITRE V. — Concessions.....	30
Occupation temporaire : Régime Sarde.....	30
Régime Français.....	35
Concession de grèves. — Endiguements.....	36
Régime Sarde.....	36
Régime Français.....	40
CHAPITRE VI. — La pêche : Régime Sarde.....	45
Régime Français.....	52
CHAPITRE VII. — Halage : Régime Sarde.....	54
Régime Français.....	56
CHAPITRE VIII. — Curage et barrage : Régime Sarde....	62
Régime Français.....	68
CHAPITRE IX. — Conclusion.....	71



